

MINISTÈRE DES INFRASTRUCTURES

DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORTS

RÉPUBLIQUE
DE GUINÉE BISSAU



UNITÉ - LUTTE - PROGRÈS

ACTUALISATION DE L'ÉTUDE D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU PROJET DE CONSTRUCTION ET DE BITUMAGE DU TRONÇON DE ROUTE BOKE -QUEBO



VOLUME III: PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET

Avril 2018



10 B.P. 13478 Ouagadougou 10 Burkina Faso
Tél. (226) 25 36 91 98 / 25 36 97 11
Fax. (226) 25 36 34 03
Cité 1200 logements, 64, rue 14.10, Villas n°206 & 205
E-mail : ageim@fasonet.bf / Web : www.ageim-ic.com

TABLE DES MATIÈRES

SIGLES ET ABRÉVIATIONS	2
LISTE DES TABLEAUX	3
LISTE DES FIGURES	3
I. INTRODUCTION	4
II. IMPACTS ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET	6
III. MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PRÉCONISÉES DANS LE CADRE DU PROJET....	11
III.1 MILIEU BIOPHYSIQUE	11
III.1.1 Protection de la qualité de l'air	11
III.1.2 Protection du climat	11
III.1.3 Protection de l'ambiance sonore	11
III.1.4 Protection des sols	12
III.1.5 Protection des eaux de surface et souterraines	13
III.1.6 Protection de la végétation	13
III.1.7 Protection de la faune et de la microfaune	14
III.1.8 Protection du paysage	15
III.2 MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE	15
III.2.1 Biens des populations	15
III.2.2 Santé publique	16
III.2.3 Sécurité	17
III.2.4 Circulation et transport	18
III.2.5 Création d'emplois	18
III.2.6 Patrimoine culturel et touristique	18
III.2.7 Foncier et immobilier	19
III.2.8 Activités socio-économiques	19
III.2.9 Conditions de vie des femmes	20
III.2.10 Conditions, qualité de vie et bien être des populations	20
III.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	20
III.3.1 Changements climatiques	20
III.3.2 Gestion du risque environnemental et social	21
IV. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET	22
IV.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	22
IV.1.1 Activité de surveillance environnementale et sociale	22
IV.1.2 Activité de suivi environnemental et social	22
IV.2 RESPONSABILITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PGES	22
IV.2.1 Maître d'Ouvrage	22
IV.2.2 Direction Générale des Infrastructures de Transport	23
IV.2.3 Mission de Contrôle	23
IV.2.4 Autorité D'Évaluation Environnementale Compétente	23
IV.2.5 Entreprise en charge des travaux	24
IV.2.6 Comité de Surveillance Environnementale et Sociale	24
IV.2.7 Comité de Suivi Environnemental Restreint	25
IV.2.8 Société civile et autres services techniques	25
IV.3 PROCÉDURE DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	25
IV.4 INDICATEURS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	32
IV.5 INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL	32
IV.6 CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DIFFUSION DE L'INFORMATION	34
IV.6.1 Consultations publiques	34
IV.6.2 Diffusion de l'information	36
IV.7 PLANNING GÉNÉRAL DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES	36
IV.8 INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES	38
IV.9 COÛTS DES MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PROPOSÉES	39
V. CONCLUSION	43
VI. RÉFÉRENCES ET CONTACTS	44
VII. ANNEXES	45

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAAC	: Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente
BAD	: Banque Africaine de Développement
CCE	: Certificat de Conformité Environnementale
CMDC	: Chef de la Mission de Contrôle
CSSES	: Comité de Surveillance Environnementale et Sociale
CSR	: Comité de Suivi Environnemental Restreint
DCE	: Déclaration de Conformité Environnementale
DGFF	: Direction Générale de la Forêt et de la Faune
DGIT	: Direction General d'infrastructures de transport
ÉIES	: Étude d'Impact Environnemental et Social
EPI	: Équipement de Protection Individuelle
FCFA	: Franc de Communauté Financière Africaine
IBAP	: Institue de la Biodiversité et des Aires marines Protégées
IST	: Infection Sexuellement Transmissible
MDC	: Mission de Contrôle
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAP	: Personnes Affectées par le Projet
PAPES	: Plan d'Action de Protection Environnementale et Sociale
PGES	: Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PSR	: Plan Succinct de Réinstallation
VIH/SIDA	: Virus Immunodéficience Humaine/Syndrome d'Immunodéficience Acquis

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n° 1 :	Impacts et risques potentiels du projet	7
Tableau n° 2 :	Plan de Gestion Environnementale et Sociale du projet	27
Tableau n° 3 :	Indicateur de Suivi environnemental et social du projet	33
Tableau n° 4 :	Planning des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales ..	37
Tableau n° 5 :	Coûts de mise en œuvre des différentes mesures du PGES du projet	40

LISTE DES FIGURES

Figure 1 :	Plan de localisation du tronçon de route du projet	5
------------	--	---

I. INTRODUCTION

1. Les impacts et les risques des travaux d'aménagement de la portion de la Route Boké-Quebo (23 km) ont été identifiés et évalués dans le Volume II.

2. Des conclusions tirées de ces analyses, il ressort que le projet ne présente pas d'impacts négatifs irréversibles sur l'environnement et le milieu socio-économique. Il permettra surtout, l'amélioration des conditions de circulation dans la zone du projet de façon générale et en particulier sur le tronçon de route aménagé, la réduction des pertes de temps pour les usagers, la création d'emplois, la réduction du niveau de pauvreté à travers les retombées économiques, l'amélioration du cadre et des conditions de vie des riverains, etc. Par conséquent, sa réalisation s'avère très opportune.

3. Néanmoins, pour que le projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu, des mesures de prévention, d'atténuation, de suppression des impacts et risques négatifs et d'optimisation des impacts positifs de même qu'un programme de surveillance et de suivi environnemental et social sont proposés dans le présent Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) (Volume III). La plupart des mesures proposées dans ce plan sont du ressort de l'entreprise en charge de la réalisation des travaux.

4. Le présent PGES vise essentiellement les principaux objectifs suivants :

- assurer la conformité du projet avec la politique et dispositions réglementaires environnementales et sociales de la République de Guinée Bissau ;
- assurer la conformité du projet avec les exigences du Système de Sauvegarde Intégré (SSI) de la Banque Africaine de Développement (BAD) ;
- décrire les mesures d'atténuation et de bonification, de suivi, de consultation et institutionnelles requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts et risques négatifs ou pour accroître les impacts positifs du projet.

5. Le PGES est structuré comme suit :

- Synthèse des principaux impacts et risques du projet,
- Mesures environnementales et sociales,
- Changement climatique et gestion des risques environnementaux,
- Programme de surveillance et suivi environnemental et social
- Responsabilité ou arrangements institutionnels de la mise en œuvre du PGES,
- Procédure de surveillance environnementale et sociale,
- Consultation publique et diffusion de l'information,
- Coûts de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales,
- Calendrier de mise en œuvre et communication de l'information,
- Conclusion.

6. Le projet d'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km) est localisé dans le Secteur de Québo/Région de Tombali. Plus précisément, les localités de Mampata, Tchaimara, Dagala, Boela 1, Boela 2, Tchangue Yaie, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru sont directement concernés par le projet. Le tronçon de la route Boké-Québo (23 km), directement concerné par le projet est localisé sur le plan ci-après.

Figure 1 : Plan de localisation du tronçon de route du projet

II. IMPACTS ET RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DU PROJET

7. Le tableau ci-après donne les impacts et les risques environnementaux et sociaux des travaux d'aménagement du tronçon de la route Boké-Québo (23 km).

8. L'identification et l'évaluation de ces impacts et risques environnementaux et sociaux permettent de proposer des mesures d'atténuation, de bonification, de suivi, de consultation et institutionnelles requises pour prévenir, minimiser, atténuer ou compenser les impacts et risques négatifs ou pour accroître les impacts positifs du projet.

Tableau n° 1 : Impacts et risques potentiels du projet

Composante affectée	Phase projet	Impacts et risques potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
Qualité de l'air	Travaux	Pollution de la qualité de l'air due aux émissions de poussières et de gaz souvent à l'origine de maladies respiratoires et oculaires notamment pour les riverains des localités directement traversées par le tronçon de route	Négative	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
	Exploitation	Arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Climat	Préparatoire et Travaux	Risques de contribution au réchauffement climatique par les rejets de poussières et fumées chargées de carbone et de métaux lourds dans l'atmosphère par la circulation des véhicules et engins de chantier, par la destruction de la végétation	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure voire nulle
	Travaux	Risques de perturbation de microclimat dus à la destruction de la végétation	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Contribution à l'absorption du CO ₂ dégagé dans la ville par les plantations d'arbres proposées dans le cadre du projet.	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Ambiance sonore	Travaux	Nuisances sonores pour le personnel, les populations et services riverains (établissement scolaire de Dakar Sinho) dues aux bruits, vibrations des véhicules et engins de chantier camions, niveleuses, bull, compacteur, etc.	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
Eaux de surface	Travaux	Diminution de la quantité des eaux de surface, concurrence entre usagers et risques de conflits dus aux prélèvements des eaux pour les travaux de maçonnerie et de compactage	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure voire nulle
	Travaux	Pollution des eaux de surface par les déchets liquides (hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) de chantier issus des sites de stockage de déblais, remblais, tous venants, déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins, base-vie, mise en œuvre de béton, moellons, etc.	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Pollutions des eaux de surface dues aux rejets de déchets dans les caniveaux et l'environnement du tronçon de route aménagé par les riverains et les usagers du tronçon de route aménagé	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
Eaux souterraines	Travaux	Pollutions de la nappe souterraine par les déchets liquides issus des déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure voire nulle
	Exploitation	Réduction de l'alimentation des eaux souterraines par infiltration des eaux de pluies due au tassement, au bétonnage et bitumage des sols à certains endroits	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
Sol	Préparatoire et Travaux	Destruction en profondeur du profil initial des sols sur toutes les surfaces des excavations, tassements marginaux, constitution de sites d'érosion au niveau des zones d'emprunts non remis en état.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
	Travaux	Risques de conflits entre entreprise, propriétaires terriens, services étatiques en charge de la gestion des questions environnementales dus l'absence de convention exprimant clairement les modalités de prélèvements des agrégats (sables, graviers, moellons, roches, etc.) lors de l'exploitation des zones d'emprunt de matériaux	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Courte	Mineure

Composante affectée	Phase projet	Impacts et risques potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
	Travaux	Pollution des sols par les déversements de déchets liquides (notamment les huiles de vidanges usagées, eaux usées) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés déchets divers, etc.).	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
	Exploitation	Risques d'érosions hydriques entraînant la destruction des ouvrages aménagés et des sols au niveau des canaux et des zones d'emprunt de matériaux mal aménagés.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Longue	Moyenne
Végétation	Préparatoire et Travaux	Destruction d'environ 11 ha de forêt sèche et de 0,3 ha de forêt galerie dans l'emprise du tronçon de la route du projet	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Reboisement de 50 ha de forêts en compensation de celles détruites dans l'emprise	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Réduction de l'expansion de poussières sur la végétation riveraine souvent cause de la perturbation de la photosynthèse des plantes et amélioration de la production végétale.	Positive	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Faune et microfaune	Travaux	Destruction de niches écologiques de petits mammifères, de reptiles et de microfaune dans les emprises des ouvrages, des zones d'emprunt de matériaux et des carrières dues à l'abattage d'arbres, tassements des sols, etc.	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
	Travaux	Nuisances sonores pour la faune locale entraînant leur éloignement	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Travaux	Risques de collisions entre animaux et véhicules de chantier	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Risques de collisions entre animaux et véhicules dus aux excès de vitesses	Négative	Faible	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Constitution de point d'eau pour l'abreuvement des animaux par la valorisation des zones d'emprunt de matériaux	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Écosystèmes	Travaux	Destruction d'écosystèmes dans l'emprise des ouvrages et des zones d'emprunt	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Constitution de nouveaux écosystèmes par les reboisements de compensation	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Paysage	Travaux	Discordances visuelles chez les populations riveraines et usagers du tronçon de route du projet dues à l'abattage d'arbres, les mouvements des véhicules et engins de chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Discordance visuelle pour les usagers du tronçon de route aménagé due à l'existence d'une bande noire traversant les forêts	Négative	Faible	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Détérioration du paysage (rejets anarchiques des déchets solides et liquides dans l'environnement du tronçon de route aménagé) due à la prolifération d'infrastructures aux abords du tronçon et aux rejets des usagers	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
Infrastructure s et autres biens	Préparatoire	Expropriation d'infrastructures socio-économiques et autres biens dans l'emprise du projet : 5714,7301 m ² de maisons, 7 puits traditionnels, 2 forages non fonctionnels, 5137 anacardiars, 687 manguiers, 1145 bananiers, 697 palmiers, 117 orangers, etc.	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Aménagement le long du tronçon de route du projet des infrastructures socio-économiques de meilleur standing à la traversée des localités riveraines	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
Santé publique	Travaux	Risques de développement de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement) et oculaires (irritations) chez les ouvriers, les usagers du tronçon de la route et les populations riveraines dus aux soulèvements de poussières par la	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne

Composante affectée	Phase projet	Impacts et risques potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
		circulation des véhicules et engins, décapage, terrassement, etc.					
	Travaux	Contaminations par les IST et le VIH/SIDA et grossesses non désirées dus à la présence et aux comportements sexuels à risques de personnel de chantier	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Travaux et Exploitation	Réduction des risques de propagation des IST et du VIH/SIDA, des grossesses non désirées, excisions, des mariages précoces due aux séances de sensibilisations	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Facilitation des évacuations sanitaires	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Sécurité	Préparatoire et Travaux	Risques d'accidents pendant les travaux avec le personnel de chantier, les usagers et les riverains du tronçon de route du projet et les populations locales de façon générale dus à la circulation des véhicules et engins de chantier	Négative	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Risques d'accidents de circulation sur le tronçon de route et les carrefours aménagés dus au non respect du code de la route et aux excès de vitesse	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure
	Exploitation	Réduction des incidents (pannes de véhicules, amortissement des engins, accidents de circulation, etc.) due à l'existence du tronçon de route bitumé, d'équipements de sécurité, de signalisation verticale et horizontale, etc.	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Emploi	Préparatoire et Travaux	Création d'emplois due au recrutement de la main d'œuvre pour la réalisation des aménagements du projet	Positive	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Création d'emplois due au développement de petites activités le long du tronçon de la route aménagé	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Création d'emplois due au recrutement de la main d'œuvre pour les entretiens courants et périodiques des ouvrages aménagés	Positive	Faible	Locale	Moyenne	Moyenne
Patrimoine culturel et touristique	Travaux	Risques de profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) et de dégradation de mœurs de populations locales	Négative	Forte	Ponctuelle	Courte	Mineure
	Exploitation	Développement des activités culturelles et touristiques dans la zone du projet	Positive	Faible	Locale	Longue	Moyenne
Circulation et transport	Préparatoire et travaux	Perturbation temporaire de la circulation sur le tronçon du projet, les accès aux services et aux domiciles riverains	Négative	Moyenne	Locale	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Facilitation de la circulation, réduction de pertes de temps pour les usagers, amélioration du confort de circulation et réduction des coûts de consommation du carburant	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Risques d'accidents et perturbation de la circulation sur le tronçon de route aménagé dus à l'occupation anarchique des abords du tronçon de route bitumé, au non respect du code de la route par les usagers et les excès de vitesse	Négative	Faible	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Perturbation temporaire de la circulation lors de l'entretien courant et périodique des ouvrages	Négative	Faible	Ponctuelle	Longue	Mineure

Composante affectée	Phase projet	Impacts et risques potentiels	Nature	Intensité	Étendue	Durée	Importance absolue
	Entretien	aménagés (tronçon de route, caniveaux, ouvrages de franchissement)					
Foncier et l'immobilier	Préparatoire et travaux	Destruction de fonciers et d'immobiliers dans l'emprise du tronçon de la route du projet	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Augmentation des valeurs foncières et immobilières dans l'environnement du projet	Négative	Forte	Locale	Longue	Majeure
Activités économiques	Travaux	Perturbations temporaires des activités économiques et génératrices de revenus, surtout le long du tronçon de la route par les mouvements des engins de chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Travaux	Retombées économiques pour les commerçants dues à l'acquisition de matériaux	Positive	Moyenne	Locale	Courte	Moyenne
	Exploitation	Développement d'activités économiques le long du tronçon bitumé, amélioration des retombées économiques pour les commerçants et réduction du niveau de pauvreté	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Activités économiques des femmes	Travaux	Perturbations temporaires des activités génératrices de revenus des femmes situées le long du tronçon de route du projet	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Développement des activités génératrices de revenus des femmes et réduction de la pauvreté entraînant une amélioration de leurs conditions de vie dû au développement du transport et à la facilitation des acquisitions et évacuations de produits	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
Conditions, qualité de vie et bien être des populations locales	Travaux	Nuisances dues aux émissions de poussières, aux rejets de gaz d'échappement et aux bruits pour les populations riveraines du chantier	Négative	Faible	Locale	Courte	Mineure
	Exploitation	Gênes et maladies liées à la présence d'eau stagnante (piqûres d'insectes, paludisme, bilharziose, etc.) pour les riverains des zones d'emprunt de matériaux non remises en état, surtout pour les enfants.	Négative	Moyenne	Ponctuelle	Moyenne	Moyenne
	Exploitation	Facilitation du drainage des eaux pluviales dans la zone du projet entraînant une amélioration de l'assainissement et de l'environnement urbain de la zone du projet	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Facilitation de la circulation et réduction des pertes de temps pour les usagers au niveau du tronçon de route bitumé	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Amélioration de la santé et du cadre de vie des populations riveraines par la réduction de la prolifération des vecteurs du paludisme due au drainage des eaux pluviales par les ouvrages d'assainissement réalisés	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Exploitation	Réductions des dépenses sur la santé de la population locale par la réduction de la prolifération des vecteurs de maladies due à un meilleur assainissement dans les localités traversées par le projet	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne
	Exploitation	Arrêt des émissions de poussières par la circulation des véhicules et réduction des maladies respiratoires et oculaires due au bitumage du tronçon	Positive	Forte	Locale	Longue	Majeure
	Travaux et exploitation	Amélioration de la qualité de vie et du bien être des populations due aux retombées économiques du projet entraînant une réduction du niveau de pauvreté.	Positive	Moyenne	Locale	Longue	Moyenne

III. MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PRÉCONISÉES DANS LE CADRE DU PROJET

III.1 MILIEU BIOPHYSIQUE

III.1.1 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

9. Pour atténuer les effets de la poussière et des fumées émanant du chantier sur la qualité de l'air, les mesures suivantes sont recommandées :

- le réglage correct des pots d'échappement des engins et véhicules de chantiers, ce qui favorisera une bonne combustion du carburant et, partant, une réduction des émissions de gaz polluants (COx, NOx, SOx, HC, HAP, COV, etc.) ;
- l'arrosage systématique et suffisant des emprises des travaux et des pistes d'accès aux zones d'emprunt de matériaux aux traversées de zones habitées;
- le port de masques anti-poussières par le personnel du chantier ;
- la limitation de la vitesse des engins et véhicules à 30 km/h sur le chantier et les voies de déviations, à 40 km/h à la traversée des agglomérations et 80 km/h en rase campagne lors de l'exploitation des sites d'emprunt de matériaux ;
- l'arrêt des moteurs des véhicules et des engins de chantier non utilisés.

III.1.2 PROTECTION DU CLIMAT

10. Certaines mesures relatives à la qualité de l'air sont aussi valables pour la protection du climat. Il s'agit entre autres:

- du réglage correct des pots d'échappement des engins et véhicules de chantier, ce qui favorisera une bonne combustion du carburant et, partant, une réduction des émissions de gaz polluants (COx, NOx, SOx, HC, HAP, COV, etc.) ;
- de l'arrêt des moteurs des véhicules et des engins de chantier non utilisés.

11. En outre, il est préconisé le reboisement de forêts dans les espaces disponibles dans la zone du projet pour contribuer à l'absorption du CO₂ dégagé.

III.1.3 PROTECTION DE L'AMBIANCE SONORE

12. Afin de minimiser les nuisances sonores pour les populations (notamment celles de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru) et les services riverains (notamment l'école primaire de Dakar Sinho), il sera procédé :

- au suivi du niveau de bruit pendant les travaux : les standards de la Banque Mondiale en zone résidentielle seront appliqués, à savoir 55 dBA en journée et 45 dBA pendant la nuit ;
- à la réglementation des heures des travaux prenant en compte les heures de repos des populations riveraines et le fonctionnement de certains services notamment l'école primaire de Dakar Sinho proche du tronçon de la route du projet ;
- la fixation des équipements du chantier et des sites de dépôt de matériaux tout au moins à 300 m des zones habitées et tout au moins à 500 m des établissements scolaires et des centres de santé.

III.1.4 PROTECTION DES SOLS

13. L'entreprise procédera à la collecte des déchets solides (gravats, déchets divers, etc.) et liquides (huiles de vidanges et eaux usées) de chantier pour traitement (recyclage, enfouissement, incinération, etc.) en fonction de leur nature (biodégradables ou non biodégradables). Elle identifiera au niveau de sa base de chantier un site pour les entretiens et vidanges de ses engins et véhicules. Ce site sera muni d'une plateforme étanche pour contenir les fuites de déchets liquides.

14. Les eaux usées provenant du lavage de centrales à béton, de camions et autres engins de chantier seront recueillies dans des bacs de rétention.

15. Les huiles, les batteries usagées et autres déchets solides recueillies seront si possible recyclés. Quant aux déchets non biodégradables, ils seront enfouis dans un site bien défini par l'Autorité Locale en collaboration avec les principaux intervenants du projet (cellule du projet de l'Administration et Mission de Contrôle).

16. L'entrepreneur négociera avec les propriétaires terriens les zones d'emprunt de matériaux avec l'engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau avant la fin des travaux. En outre, il devra rentrer en contact avec les Représentants de l'Autorité d'Évaluation Environnementale Compétente (AAAC) pour les dispositions utiles à prendre.

17. La remise en état de ces zones d'emprunt prendra en compte le nivellement du terrain, le comblement des principales excavations avec les matériaux de décapage, les matériaux excédentaires et la terre végétale mise en réserve, la plantation d'arbres de compensation adaptée au contexte climatique et édaphique de la zone.

18. Quant à la valorisation des zones d'emprunt de matériaux en point d'eau à la demande, elle pendra en compte, un éventuel remblai pour rehausser et stabiliser les parois, l'imperméabilisation du fond et des parois par apport éventuel de matériaux fins, le tassement afin de diminuer la porosité, la plantation d'espèces ligneuses autour de l'excavation et non appréciées par le bétail pour minimiser l'érosion. Cet aménagement devra être facilement accessibles aux troupeaux et sans danger pour les populations.

19. Par ailleurs, pendant l'exploitation des emprunts pour les travaux, l'entrepreneur procédera à l'arrosage régulier et suffisant des pistes d'accès aux sites d'emprunt à la traversée de zones habitées pour réduire l'envol de poussières.

20. Les zones d'emprunt de matériaux et carrières seront réalisées tout au moins à 200 m d'une habitation, d'un cours d'eau et d'une route. Il est strictement interdit à l'entreprise, la réalisation de zones d'emprunt, de carrières et de dépôts de matériaux dans et à proximité de zones protégées (forêts, lieux sacrés, etc.) notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez.

21. A la fin des travaux, l'entreprise procédera à la remise en état de la base de chantier et des sites des diverses installations. Elle enlèvera les matériaux excédentaires, les corps étrangers et les déchets tout en procédant aussi au nivellement des sites de dépôt de

matériaux, au démontage et à l'évacuation des installations non réaffectées à un autre usage, à la récupération des épaves des engins et véhicules de chantier.

22. Pour ce faire, l'entrepreneur élaborera un Plan de Gestion et de Restauration des sites d'emprunt et des carrières expliquant les procédures de remise en état de ces emprunts qu'elle soumettra à la Mission de Contrôle et l'AAAC pour approbation.

III.1.5 PROTECTION DES EAUX DE SURFACE ET SOUTERRAINES

23. Certaines mesures déjà préconisées pour la protection des sols sont également valables pour le récepteur d'impacts " Eaux de surface et souterraines ". Elles ont surtout trait à la collecte des déchets solides et liquides du chantier.

24. Les zones d'emprunt de matériaux et carrières seront réalisées tout au moins à 200 m d'un cours d'eau. Les dépôts de déblais respecteront également cette distance.

25. Pour prévenir d'éventuels conflits liés à l'usage de l'eau douce, il est recommandé que l'entreprise adjudicataire, avant le début des travaux, rencontre les Autorités Administratives et coutumières locales et les différents usagers des points d'eau identifiés afin de planifier les périodes de prélèvement. Elle exploitera de façon rationnelle les ressources en eau et évitera le gaspillage lors des travaux. L'entreprise évitera le lavage de ses engins et véhicules de chantier dans un cours d'eau.

26. Par ailleurs, afin de minimiser la modification du régime hydrique due aux travaux, il sera évité de déposer des déblais et des remblais excédentaires sur des passages d'eau. Il sera également procédé à l'enlèvement et à l'épandage de ces déblais et remblais excédentaires.

III.1.6 PROTECTION DE LA VÉGÉTATION

27. L'entrepreneur évitera les abattages et les débroussaillages anarchiques d'arbres et de végétation dans les emprises du tronçon de la route et dans celle des zones d'emprunt et des carrières en limitant les travaux dans les emprises utiles définies. Les emprises seront préalablement marquées à la peinture par l'entreprise avant débroussaillage.

28. Avant débroussaillage, la Direction Générale de la Forêt et de la Faune (DGFF), l'Institut de la Biodiversité et des Aires marines Protégées (IBAP) et l'AAAC devront être informées pour leur permettre de faire d'éventuels inventaires floristiques et de donner les autorisations nécessaires.

29. Les arbres abattus seront découpés par l'entreprise et mis à la disposition de la DGFF et de l'IBAP pour valorisation par les populations locales.

30. Il est strictement interdit à l'entreprise de réaliser ses zones d'emprunt dans les aires protégées notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez et les lieux sacrés notamment dans les localités de Balana et de Ga-Dembele.

31. Il est strictement interdit à l'entreprise et à son personnel de couper, de transporter du bois à partir des zones d'emprunt de matériaux et des carrières, de réaliser des remblais à moins de 5 m de troncs d'arbres.

32. Toutes les zones et pistes d'accès qui ont été défrichées pour la mise en œuvre du projet devront être révégétalisées.

33. En vue de compenser la végétation détruite, les arbres abattus et d'améliorer le contexte végétal de la zone du projet, il sera procédé à la réalisation de reboisements de forêts. Ainsi, 50 ha de forêts seront réalisés avec des espèces adaptées à la zone. La période de plantation préconisée est la saison des pluies. L'activité de reboisement prend en compte le Plan de reboisement, l'acquisition, le transport, la mise en terre des plants et l'entretien sur deux (02) ans.

34. La réalisation de cette activité sera confiée aux populations locales sur la supervision de la DGFF, l'IBAP et de l'AAAC. La durée de l'entretien de ces reboisements est de deux (02) ans.

35. Par ailleurs, il sera strictement interdit l'installation d'infrastructures socio-économiques dans les zones denses de végétation, notamment dans le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez le long du tronçon de route bitumé.

III.1.7 PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA MICROFAUNE

36. Les principales mesures à prendre par l'entreprise en compte concernant :

- l'interdiction stricte de réaliser des zones d'emprunt dans les aires protégées notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez ;
- la sensibilisation et l'interdiction formelle à la main d'œuvre de prélever la faune par la chasse, la capture ou tout autre moyen ;
- la sensibilisation et l'interdiction à la main d'œuvre de transporter de la viande sauvage dans les véhicules et les engins de chantier ;
- la limitation de la vitesse de véhicules et engins de chantier à la traversée de zones forestières notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez ;
- la préservation des habitats de faune et microfaune par l'entreprise à travers l'utilisation effective des emprises utiles définies pour les travaux ;
- la signalisation des corridors de passages des animaux par des panneaux y compris l'imposition de la réduction des vitesses (30 km).

37. En outre, nous recommandons la mise en œuvre de séances d'éducation environnementale et sociale des populations de la zone du projet notamment celles de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru. Ces séances prendront en compte des sensibilisations et formations dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique.

38. Par ailleurs, dans le cadre de l'appui à la Consolidation du Système de Aires Protégées de la Guinée-Bissau, l'IBAP a proposé un document d'atténuation des impacts de la route de Boké-Québo dans les aires protégées terrestres (Voir annexe 1 pour le document de IBAP).

39. Pour les patrouilles des Agents de IBAP, il est proposé l'acquisition de deux (02) motos afin de faciliter les déplacements pour la surveillance des forêts environnantes du projet.

III.1.8 PROTECTION DU PAYSAGE

40. Afin de minimiser les impacts visuels sur le paysage, nous recommandons de/d' :

- choisir les sites d'emprunt de matériaux et de carrières tout au moins à 200 m du tronçon de route et de sorte à ce qu'ils ne soient pas visibles ;
- procéder à la récupération des matériaux excédentaires (déblais excédentaires, déchets de démolition, etc.) et leur acheminement vers des lieux de stockage appropriés ;
- procéder à la remise en état ou à la valorisation des zones d'emprunt de matériaux et des carrières ;
- enlever le matériel et les épaves d'engins.

41. L'entreprise élaborera et mettra en œuvre un Plan d'Actions de Protection Environnementale et Sociale (PAPES) de son chantier, prenant en compte au moins :

- un plan général indiquant les différentes zones d'implantation prévues ;
- un plan d'hygiène, de santé (prenant en compte les IST et le VIH/SIDA) et de sécurité de son chantier ;
- un plan de gestion de l'eau ;
- un plan de gestion des déchets solides et liquides du chantier ;
- un plan de gestion des sites d'emprunt et des carrières ;
- un plan d'évacuation du chantier et de la base-vie ;
- un plan d'assurance qualité environnementale et sociale de leur chantier.

42. Ainsi, elle devra recruter un Responsable Hygiène, Santé, Sécurité et Environnement expérimenté pour la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales du chantier.

III.2 MILIEU SOCIO-ÉCONOMIQUE

III.2.1 BIENS DES POPULATIONS

43. Avant le démarrage effectif des travaux sur terrain, la DGIT procédera à travers un service spécialisé, à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme de communication pour informer les populations locales, surtout les riveraines et les usagers du tronçon de route concerné par le projet du déroulement des travaux, des dispositions utiles à prendre et des consignes de circulation et de sécurité. Ce programme aura pour objectif de minimiser les désagréments du projet sur les populations locales à travers les dispositions qu'elles peuvent elles-mêmes prendre. Il devra aussi permettre la facilitation de la libération de l'emprise du tronçon de la route du projet occupé par des infrastructures socio-économiques et des plantations d'arbres (anacardes, orangers, manguiers, etc.). Les radios locales pourraient être utilisées pour les aspects relatifs à la communication et la sensibilisation.

44. Dans le cadre du présent projet, le nombre de PAP étant très peu élevé (170), il a été procédé à l'élaboration d'un Plan Succinct de Réinstallation (Voir Volume IV de l'EIES) de ces PAP (PSR/PAP). Ainsi, il est suggéré à la DGIT la mise en œuvre de ce Plan afin d'éviter d'éventuels conflits pouvant constituer un blocage pour l'exécution du projet.

45. Afin de minimiser la destruction d'infrastructures socio-économiques, de plantations d'arbres et la perte de revenus pour les PAP, l'entreprise respectera l'emprise utile définie pour l'aménagement du tronçon de route du projet.

46. Par ailleurs, l'entrepreneur négociera et dédommagera les zones d'emprunt de matériaux identifiées pour les travaux avec engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau pour les populations et la faune locales.

47. Enfin d'éviter tout conflit avec les propriétaires des sites d'emprunt de matériaux, les Autorités locales et les populations riveraines, il est suggéré à l'entreprise de prendre en compte entre autres :

- l'information et la consultation des Autorités Administratives et coutumières locales, les propriétaires terriens afin d'obtenir leur accompagnement ;
- l'élaboration d'une convention d'exploitation entre les Autorités Administratives et coutumières, les propriétaires terriens et l'entreprise ;
- le prise en compte des recommandations de l'AAAC ;
- la sensibilisation des chauffeurs à la prudence et à la limitation de la vitesse ;
- la prise de dispositions sécuritaires adéquates (signalisation des sorties des véhicules et engins de chantier, régulation de la circulation au niveau de zones sensibles comme les traversées de lieux de regroupement de populations, réalisation de ralentisseurs aux traversées de localités, etc.) ;
- l'arrosage suffisant et régulier des traversées de localités (pistes en terre) ;
- la remise en état du site d'emprunt de matériaux après exploitation ;
- le reprofilage des pistes d'accès aux sites d'emprunt ;
- la sensibilisation du personnel de l'entreprise présent sur les sites sur les contaminations par les IST et le VIH/SIDA dues aux comportements sexuels à risques;
- la sensibilisation du personnel de l'entreprise présent sur les sites sur les grossesses non désirés dus aux comportements sexuels à risques;
- la sensibilisation du personnel de l'entreprise présent sur les sites au respect des us et coutumes locaux afin d'éviter tout conflit ;
- la mise à disposition du personnel présent sur les sites des Équipements de Protection Individuelle (EPI) adaptés.

48. Les biens détruits accidentellement pendant les travaux seront également indemnisés afin d'éviter tout conflit.

III.2.2 SANTÉ PUBLIQUE

49. Les mesures suivantes sont recommandées :

- la mise en place d'une unité de mini santé pour la prise en charge des premiers soins en cas d'accidents ou de maladies avant transfert dans un centre spécialisé ;
- d'assurer la surveillance médicale de la main d'œuvre ;

- la sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines contre les IST, le VIH/SIDA et les grossesses non désirées;
- la distribution de préservatifs au personnel de chantier ;
- la dotation à la main d'œuvre d'EPI (chaussures de sécurité, gants, masques anti-poussières, gilets ...) et en l'incitant à les utiliser ;
- l'arrosage de l'emprise des travaux, des pistes d'accès aux zones d'emprunt, aux carrières et aux sites de prélèvement des eaux pour les travaux en cas de soulèvement de poussières, surtout à la traversée de zones habitées (notamment Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru) ;
- de mettre à la disposition du personnel du chantier des moustiquaires et les inciter à les utiliser afin d'éviter le paludisme dû aux piqûres de moustiques ;
- d'assurer un approvisionnement suffisant de la main d'œuvre en eau potable ;
- de sensibiliser la main d'œuvre et les populations locales à l'hygiène alimentaire ;
- de sensibiliser la main d'œuvre et les populations locales sur la fièvre hémorragique, à savoir le virus EBOLA ;
- d'aménager des toilettes pour le personnel du chantier tout en les incitant à les utiliser et à les maintenir dans des conditions d'hygiène acceptables.

III.2.3 SÉCURITÉ

50. Afin d'éviter les risques d'accidents pendant les travaux et l'exploitation du tronçon de route du projet, les mesures sécuritaires suivantes sont recommandées :

- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Communication afin d'informer les populations locales de façon générale, surtout riveraines et les usagers du tronçon de route en travaux des consignes de circulation et de sécurité ;
- la mise en place d'un plan adéquat de circulation par l'entreprise, prenant en compte la facilitation de l'accès des populations riveraines à leurs domiciles et aux services riverains notamment l'école primaire de Dakar Sinho;
- la sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines du tronçon de route au respect des consignes de sécurité routière ;
- la dotation de la main d'œuvre d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité, gants, masques anti-poussières, gilet, etc.) conformes aux spécifications standards sur le plan international et en l'incitant à les utiliser ;
- la signalisation adéquate du chantier (panneaux, balises, rubans fluorescents), visible de jour comme de nuit, de la base et du parking de chantier, des sorties de zones d'emprunt et des carrières. Les obstacles et les excavations seront identifiés par des périmètres de sécurité marqués par des panneaux et/ou des rubans fluorescents très visibles de jour comme de nuit ;
- la réglementation de la circulation par des porteurs de drapeaux pendant les travaux à proximité des zones sensibles, notamment les traversées de localités ;
- le stationnement des engins et des véhicules sur le chantier de façon ordonnée et loin des zones fréquentées par les populations ;
- l'équipement des engins de chantier de signal sonore de recul ;
- l'interdiction et le contrôle du personnel pour éviter le travail sous l'emprise d'alcool ou/et de drogue ;

- l'équipement de la base de chantier, des aires de dépôt d'hydrocarbures et des garages de mesures sécuritaires (extincteurs, citernes d'eau, sable, etc.) ;
- la protection contre la foudre, les décharges électriques et électrostatiques des stockages d'hydrocarbures (Installer un paratonnerre recouvrant tout le site de dépôt, mise à la terre de toutes les cuves isolées ou en groupe, ainsi que de toutes les masses métalliques (containers, centrale d'enrobés, locaux et équipements en métal, etc.)) ;
- la réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élevés et les enseignants (300 mL) ;
- couvrir dans la mesure du possible les éventuels caniveaux réalisés à la traversée de zones habitées et très proches d'habitations riveraines afin d'éviter d'éventuels accidents (chutes, surtout des enfants) ;
- la mise en place de ralentisseurs y compris les signalisations aux entrées des localités traversées ;
- la mise en place d'une signalisation adéquate du tronçon de route et des carrefours aménagés ;
- l'interdiction de l'occupation anarchique des abords immédiats du tronçon de route aménagé par des installations commerciales qui pourraient perturber la circulation et provoquer des accidents ;
- la signalisation des couloirs de passages du bétail par des panneaux.

III.2.4 CIRCULATION ET TRANSPORT

51. Les mesures sécuritaires proposées précédemment sont aussi valables pour cette section. Cependant, pour ce qui concerne ce paragraphe, on retiendra entre autres :

- la prise en compte de la limitation de la vitesse des engins et véhicules à 20 km/h sur le chantier et les voies de déviation, à 40 km/h à la traversée des agglomérations et 80 km/h en rase campagne ;
- la mise en place d'un plan adéquat de circulation par l'entreprise, prenant en compte la facilitation de l'accès et la circulation des riverains et des usagers du tronçon de route ;
- la mise en place d'un programme d'entretien courant et périodique du tronçon de route aménagé afin de le pérenniser.

III.2.5 CRÉATION D'EMPLOIS

52. L'entreprise en charge des travaux devra :

- informer et afficher les opportunités d'emplois au niveau du Chef lieu du Secteur Administratif et des localités concernés par le projet ;
- privilégier la main d'œuvre locale en particulier pour les emplois non qualifiés avec une place de choix pour les femmes en ce qui concerne les tâches moins pénibles (restauration, approvisionnement en eau potable du personnel des chantiers, etc.) tout en respectant la législation Bissau guinéenne en matière de travail.

III.2.6 PATRIMOINE CULTUREL ET TOURISTIQUE

53. Afin d'éviter les conflits avec les populations locales et un bon déroulement des travaux, les mesures suivantes seront prises :

- la sensibilisation du personnel de chantier au respect des us et coutumes locaux ;

- la réalisation de sacrifice pour le bon déroulement des travaux notamment à Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana ;
- l'évitement de la profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) ;
- l'arrêt temporaire des travaux en cas de découverte de vestiges archéologiques pour permettre des investigations approfondies par des experts avisés. La délimitation du site par des barrières est la seule procédure à respecter par l'entreprise avant l'intervention des experts. La Direction du Ministère en charge de cette question sera ainsi informée par la DGIT et la Mission de Contrôle (MDC) afin que ces investigations soient réalisées. Les travaux ne reprendront sur la portion concernée qu'après autorisation des Autorités ;
- la sensibilisation des populations locales sur les risques de dépravations des mœurs dues aux nouveaux comportements à travers le brassage de populations.

III.2.7 FONCIER ET IMMOBILIER

54. Comme précédemment mentionné, l'entreprise en charge des travaux respectera les limites des emprises des aménagements projetés afin de minimiser les empiétements sur des terrains privés.

55. Les infrastructures socio-économiques impactées par le projet devront être indemnisées par le Maître d'Ouvrage.

III.2.8 ACTIVITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES

56. Comme précédemment évoqué, le Maître d'Ouvrage devra procéder dans la mesure du possible, à l'indemnisation des PAP (voir Plan Succinct de Réinstallation des PAP) afin de les soulager et d'éviter tout conflit et faciliter l'exécution des travaux.

57. Afin de minimiser la destruction d'infrastructures socio-économiques, de plantations d'arbres et la perte de revenus pour les PAP, l'entreprise devra respecter les emprises utiles définies pour l'aménagement du tronçon de la route.

58. Par ailleurs, l'Entrepreneur négociera et dédommagera les zones d'emprunt de matériaux identifiées pour les travaux avec engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau pour l'abreuvement des animaux.

59. En outre, l'Entreprise veillera à :

- indemniser les biens détruits accidentellement lors de l'exécution des travaux afin d'éviter tout conflit ;
- éviter dans la mesure du possible la réalisation, la circulation et le stationnement des engins et véhicules de chantier sur des exploitations agricoles ;
- acquérir les matériaux de génie civil (ciment, moellon, graviers, sables, etc.) au niveau local si possible afin de permettre aux populations locales d'obtenir des revenus.

Par ailleurs, le projet prendra en compte des séances de renforcement des capacités des populations locales dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique.

III.2.9 CONDITIONS DE VIE DES FEMMES

60. Pendant les travaux, l'entreprise pourrait embaucher les femmes pour un certain nombre de tâches (restauration et approvisionnement en eau potable du personnel du chantier) afin de leur permettre d'avoir des revenus.

61. En outre, pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles, il est préconisé dans le cadre du projet la sensibilisation des populations locales y compris surtout les coutumiers sur les risques de l'excision, du mariage forcé et de la non scolarisation des enfants, surtout des filles.

III.2.10 CONDITIONS, QUALITÉ DE VIE ET BIEN ÊTRE DES POPULATIONS

62. Pour que le projet s'insère de façon harmonieuse dans son milieu et contribue à l'amélioration des conditions, qualités de vie et bien être des populations locales, les mesures suivantes sont recommandées :

- la réalisation des zones d'emprunt tout au moins à 200 m de zones habitées afin de minimiser les piquûres des insectes et les maladies (paludisme) qui s'y développent;
- l'arrosage systématique et suffisant de l'emprise des travaux et des pistes d'accès aux zones d'emprunt de matériaux aux traversées de zones habitées;
- le suivi du niveau de bruit pendant les travaux : les standards de la Banque Mondiale en zone résidentielle seront appliqués, à savoir 55 dBA en journée et 45 dBA pendant la nuit ;
- la réglementation des heures des travaux prenant en compte les heures de repos des populations riveraines et de travail au niveau de l'école primaire de Dakar Sinho longée par le projet ;
- la réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élevés et les enseignants ;
- la sensibilisation des populations locales à la scolarisation des enfants, aux risques de l'excision, du mariage forcé, aux grossesses non désirées et précoces ;
- la réalisation de 10 forages dans les localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru, soit un forage dans chaque localité traversée. Des analyses des paramètres physico-chimiques doivent permettre de confirmer la potabilité des eaux de ces forages (normes OMS) avant mise à la disposition des populations locales ;
- la mise en place d'un programme d'entretien courant et périodique des ouvrages aménagés afin de les pérenniser.

III.3 CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

III.3.1 CHANGEMENTS CLIMATIQUES

63. Les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Quebo (23 km) ne contribuera à un changement du climat. Au contraire, les plantations d'arbres (50 ha de forêts reboisées) préconisées dans le cadre du projet, vont contribuer à l'absorption du CO₂ dégagé. Par contre, ces travaux pourraient entraîner une perturbation du microclimat pendant la destruction de zone de végétation dense.

III.3.2 GESTION DU RISQUE ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

64. Le projet entraînera un certain nombre de risques environnementaux et sociaux. En effet, on notera entre autres:

- le risque de pollution de la qualité des eaux de surface et des sols par les déchets liquides (hydrocarbures, les huiles de vidanges usagées, les eaux usées, etc.) et solides (gravats, filtres usés, pneus usés, etc.) de chantier issus des sites de stockage de déblais, remblais, tous venants, déversements d'hydrocarbures, vidanges des engins, base-vie, mise en œuvre de béton, etc. ;
- le risque de dégradation de la végétation et d'habitats de faune par les déboisements anarchiques ;
- les risques de développement de maladies respiratoires (toux, crises d'asthme, irritations de bronches, sensations d'étouffement) et oculaires (irritations) chez les ouvriers, les usagers du tronçon de route en travaux et les populations riveraines dus aux soulèvements de poussières par la circulation des véhicules et engins, le décapage, le terrassement, etc. ;
- les risques de contaminations par les IST, le VIH/SIDA, de grossesses non désirées dus à la présence et aux comportements sexuels à risques du personnel de chantier ;
- les risques d'érosions hydriques entraînant la destruction des ouvrages du projet et des sols au niveau du tronçon de route aménagé et des zones d'emprunt de matériaux ;
- le risque d'érosion au niveau des zones de hauts talus et des ouvrages de drainage aménagés ;
- les risques d'accidents pendant les travaux avec le personnel de chantier, les usagers du tronçon de route, les riverains et les populations locales de façon générale dus à la circulation des véhicules et engins de chantier.

65. Pour minimiser voire éviter l'ensemble de ces risques environnementaux et sociaux, des mesures ont été proposées dans le PGES du projet.

IV. PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DU PROJET

IV.1 PROGRAMME DE SURVEILLANCE ET SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

IV.1.1 ACTIVITÉ DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

66. Elle vise à s'assurer que l'entreprise respecte ses engagements et obligations en matière de protection environnementale et sociale tout au long du projet, que les mesures préconisées sont effectivement mises en œuvre pendant les travaux. Aussi, la surveillance environnementale et sociale a pour objectif de réduire les désagréments sur les milieux naturels et socio-économiques.

67. L'activité de surveillance environnementale et sociale interne du projet relève de la DGIT à travers sa Section environnementale qui la gérera en collaboration avec le Bureau d'Études chargé du contrôle (MDC).

68. Quant à la surveillance environnementale et sociale externe, elle est de la prérogative de l'AAAC.

69. Un Comité de Surveillance Environnementale et Sociale (CSES) devra être mis en place pour le suivi de la mise en œuvre des mesures proposées. Il pourrait être composé entre autres :

- d'un (01) représentant de la DGIT,
- de l'environnementaliste de la MDC,
- de l'environnementaliste de l'entreprise,
- d'un (01) représentant de l'AAAC,
- d'un (01) représentant de l'IBAP,
- d'un (01) représentant de la DGFF,
- d'un (01) représentant du Secteur Administratif de Québo.

IV.1.2 ACTIVITÉ DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

70. Elle consiste à mesurer et à évaluer les impacts du projet après les travaux sur certaines composantes environnementales et sociales et à mettre en œuvre des mesures correctives si nécessaires. Cette activité s'étalera sur trois (03) ans.

71. Il relève également de la DGIT qui en assurera la mise en œuvre à travers son service en charge des questions environnementales. Un Comité de Suivi Restreint (CSR) composé de chaque représentant de la DGIT, de l'AAAC, de l'IBAP, de la DGFF et du Secteur Administratif de Québo sera chargé de cette activité.

IV.2 RESPONSABILITÉS DE MISE EN ŒUVRE DU PGES

IV.2.1 MAÎTRE D'OUVRAGE

72. Le projet étant initié par l'État de la Guinée Bissau (Maître d'Ouvrage), il est dans l'obligation de respecter les dispositions réglementaires en matière de protection environnementale et sociale de la Guinée Bissau et de la BAD.

73. En outre, la recherche de la Déclaration de Conformité Environnementale (DCE), élaborée afin de permettre le démarrage des travaux d'un projet respectant toutes les procédures environnementales et du Certificat de Conformité Environnemental (CCE), élaboré à la réception définitive des travaux font partie des prérogatives du Maître d'Ouvrage et de la DGIT en collaboration avec l'AAAC.

74. Les protocoles d'accord liant les principaux acteurs : Maître d'Ouvrage à la MDC, l'AAAC, à l'entreprise, aux PAP, aux CSES, aux CSR, seront élaborés par la DGIT.

75. Enfin, le Maître d'Ouvrage à travers la DGIT devra faciliter les interventions des principaux acteurs (AAAC, représentants du Secteur Administratif de Québo) en mettant à leur disposition les moyens financiers et matériels nécessaires.

IV.2.2 DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

76. La DGIT à travers son service en charge des questions environnementales et sociales est responsable de la mise en œuvre des mesures contenues dans le PGES et de rapporter les résultats atteints. Elle sera assistée dans l'exécution de cette tâche par la MDC qui évoluera sur le chantier au côté de l'entreprise et s'assurera de la mise en œuvre de toutes les mesures.

77. En collaboration avec les Autorités Coutumières locales, les Représentants du Secteur Administratif de Québo, la DGIT est responsable de la libération de l'emprise du projet avant le début des travaux. En outre, ils seront chargées de l'information de l'ensemble des PAP et des populations riveraines, du déroulement des travaux et de leur durée afin qu'elles prennent toutes les dispositions utiles pour la libérer et minimiser les désagréments.

IV.2.3 MISSION DE CONTRÔLE

78. La MDC est tenue de contrôler le respect par l'entreprise des exigences environnementales et sociales prescrites par le contrat de marché, ainsi que la conformité des travaux environnementaux et sociaux au cahier des charges. Les spécifications environnementales et sociales du contrat de marché, les PAPES du chantier de l'entreprise approuvés par la MDC et le PGES du projet seront les documents de référence de la surveillance environnementale et sociale.

79. Ainsi, la MDC mettra à disposition à plein temps un Expert Environnementaliste qui s'assurera de la mise en œuvre des mesures sur le chantier. Il sera inséré un chapitre consacré à la surveillance et suivi environnemental et social dans les rapports périodiques de chantier.

IV.2.4 AUTORITÉ D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE COMPÉTENTE

80. En plus d'être chargé de l'élaboration de la DCE et CCE, l'AAAC procédera au suivi externe de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales préconisées dans le PGES et le contrat de l'entreprise.

81. À noter que la DGIT et l'AAAC disposent des capacités humaines expérimentées pour la surveillance et le suivi environnemental et social des travaux. Cependant, l'assistance d'un

expert environnemental est recommandée dans le cadre de la MDC pour la surveillance et la vérification de la conformité de la mise en œuvre des mesures préconisées dans le PGES.

82. Afin de faciliter les déplacements de l'équipe de l'AAAC pour les activités de surveillance et de suivi environnemental et social externe, il sera acquis un véhicule double cabines.

IV.2.5 ENTREPRISE EN CHARGE DES TRAVAUX

83. L'entreprise chargée des travaux est dans l'obligation de se conformer aux clauses du contrat de marché contenant en particulier, les spécifications environnementales et sociales. Elle recrutera un cadre compétent (environnementaliste) responsable de la gestion des aspects environnementaux et sociaux de son contrat.

84. L'entreprise rédigera des PAPES du chantier à faire approuver par la MDC. Ces plans devront comprendre au moins un :

- un plan général indiquant les différentes zones d'implantation prévues ;
- un plan d'hygiène, de santé (prenant en compte les IST et le VIH/SIDA) et de sécurité du chantier ;
- un plan de gestion de l'eau ;
- un plan de gestion des déchets solides et liquides du chantier ;
- les études environnementales et sociales simplifiées des sites d'emprunt de matériaux et des carrières ;
- un plan de gestion des sites d'emprunt et des carrières ;
- un plan d'évacuation du chantier et de la base-vie ;
- un plan d'assurance qualité environnementale et sociale de son chantier.

85. En outre, elle prendra les dispositions afin d'obtenir toutes les autorisations nécessaires (installation de la base de chantier, installation de centrale à béton, installation de centrale à bitume, exploitation des emprunts et carrières, exploitation de l'eau pour les travaux, etc.) pour les travaux.

86. Les spécifications environnementales et sociales du contrat de marché, les PAPES du chantier de l'entreprise approuvés par la MDC seront les documents de référence à mettre en œuvre lors des travaux par l'entreprise.

87. Le contrôle de l'entreprise pour la mise en œuvre de tous ces aspects environnementaux et sociaux se fera par la MDC.

88. Le respect des spécifications environnementales et sociales du contrat de marché, des PAPES du chantier de l'entreprise approuvés par la MDC et du PGES du projet conditionnera la réception finale du chantier et le règlement de l'échéance financière y afférente.

IV.2.6 COMITÉ DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

89. Vu le nombre important d'intervenants et la complexité des tâches devant être gérées par les différents partenaires, il serait souhaitable que les activités de surveillance environnementale et sociale du chantier soient faites sous la coordination d'un CSES dont la

composition a été donnée dans le paragraphe concernant les activités de surveillance environnementale et sociale. Le CSES aura pour mission :

- de veiller à l'application des mesures contenues dans les spécifications environnementales et sociales du contrat de marché, les PAPES du chantier de l'entreprise et le PGES du projet ;
- de recueillir les doléances, les plaintes et les suggestions des riverains et des personnes affectées par la mise en œuvre du projet ;
- de faire des propositions de mise à jour périodique ou d'améliorations des mesures environnementales et sociales proposées en fonction des évolutions du contexte d'exécution du projet ;
- d'approuver la conformité des travaux et des pratiques de l'entreprise avec les spécifications environnementales et sociales à mettre en œuvre lors de la réception provisoire et finale des aménagements réalisés ;
- d'élaborer des rapports spécifiques sur les activités réalisées couvrant sa période d'intervention sur le chantier.

90. D'une manière générale, la population devra être encouragée à signaler au CSES toute action néfaste sur l'environnement liée à la réalisation des travaux. Le secrétariat permanent du CSES sera assuré par la DGIT à travers son service en charge des questions environnementales et sociales.

IV.2.7 COMITÉ DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL RESTREINT

91. Le CSR sera chargé de mesurer et d'évaluer les impacts du projet après les travaux sur les principales composantes environnementales et sociales afin de prendre les dispositions qui s'imposent. La DGIT, à travers son service en charge des questions environnementales et sociales en assurera la mise en œuvre.

92. Un rapport annuel de suivi environnemental et social du projet sera élaboré et soumis à la DGIT.

93. Enfin, les riverains devront également être encouragés à signaler au CSR, toute action néfaste sur l'environnement liée à l'exploitation du tronçon de route aménagé.

IV.2.8 SOCIÉTÉ CIVILE ET AUTRES SERVICES TECHNIQUES

94. Pour la mise en œuvre de certaines mesures environnementales et sociales, l'expertise d'autres structures, services techniques ou personnes ressources pourrait être sollicitée :

- le soutien des Autorités Locales (Administratives et Coutumières) de Québo sera nécessaire pour faciliter la libération de l'emprise du projet à travers des séances de sensibilisation ;
- des services techniques, ONGs, prestataires de services jugés nécessaires pourront être sollicités dans la mise en œuvre de certaines mesures environnementales et sociales (plantation d'arbres, Information-Éducation-Communication (IEC), etc.).

IV.3 PROCÉDURE DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

95. Le chef de la Mission de Contrôle (CMDC) assurera la réalisation et le suivi de la mise en œuvre des différentes mesures contenues dans les spécifications environnementales et

sociales du contrat de marché, les PAPES du chantier de l'entreprise approuvés par la MDC et le PGES du projet, en collaboration avec l'environnementaliste de la MDC.

96. Le secrétariat du CSES, assuré par la DGIT canaliserà à son niveau toutes les informations venant du terrain et toutes les correspondances liées aux activités de chantier concernant la mise en application des mesures environnementales et sociales. Il coordonnera en collaboration avec le CMDC, les différentes interventions sur le chantier.

97. Les activités de surveillance se feront particulièrement par des visites de chantier, des réunions périodiques, des établissements d'états de lieux intermédiaires et des rapports. Un débriefing de chaque inspection ou audition sur les mesures à mettre en œuvre sera fait sur le chantier à l'intention de l'entreprise et de la MDC. Au cours des réunions, il sera régulièrement fait le point sur les travaux réalisés, ceux en cours, les non-conformités constatées et ce que l'entreprise entrevoit pour les lever, le point sur les mesures d'atténuation et de bonification et leur mise en œuvre.

98. Le secrétariat des différentes réunions sera assuré par le CMDC. Les Procès Verbaux (PV) élaborés dans le cadre de ces réunions seront signés par le CMDC, le représentant de la DGIT et de celui de l'entreprise.

99. Le suivi périodique de la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales sera fait par l'expert environnementaliste de la MDC. Par ailleurs, il recevra toutes les doléances des populations locales et apportera en collaboration avec le CMDC et le Chef de projet au niveau de la DGIT, les réponses nécessaires à celles-ci.

100. La mise en œuvre des mesures environnementales et sociales durera tout le cycle du projet.

101. Les rapports mensuels et trimestriels élaborés par la MDC et le CSES seront adressés à la DGIT. Ces rapports incluront, en outre, les réalisations physiques des travaux, l'efficacité des mesures environnementales et sociales, les problèmes rencontrés ainsi que les solutions envisagées de même que les procès-verbaux.

102. L'environnementaliste de la MDC établira un rapport mensuel d'activité à l'attention de la DGIT. Les rapports trimestriels seront communiqués au bailleur de fonds (BAD) par l'intermédiaire de la DGIT.

103. L'entreprise élaborera aussi un rapport mensuel d'activité à l'attention de la DGIT via la MDC.

104. Le CSES et tout autre intervenant élaboreront des rapports spécifiques sur les activités réalisées couvrant leur période d'intervention sur le chantier.

105. Le tableau ci-après présente les différentes mesures du PGES des travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km).

Tableau n° 2 : Plan de Gestion Environnementale et Sociale du projet

Composantes	Activités à réaliser	Programme de surveillance et de suivi	Responsable		Période de mise en œuvre	Indicateurs de performance	Objectif de performance
			Exécution	Contrôle			
Qualité de l'air	Régler correct des pots d'échappement des engins et véhicules de chantier ; Arrosage systématique et suffisant des emprises des travaux et des pistes d'accès aux zones d'emprunt de matériaux aux traversées de zones habitées ; Limitation de la vitesse des engins et véhicules à 30 km/h sur le chantier et les voies de déviations, à 40 km/h à la traversée des agglomérations et 80 km/h en rase campagne lors de l'exploitation des sites d'emprunt de matériaux ; Arrêt des moteurs des véhicules et des engins de chantier non utilisés.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Pendant les travaux	Fumées des pots d'échappement ; Poussières soulevées ; Fonctionnement des moteurs des engins	Pollution de l'air par les gaz d'échappement et les poussières est minimisée
Climat	Régler correct des pots d'échappement des engins et véhicules de chantier ; Arrêt des moteurs des véhicules et des engins de chantier non utilisés ; Reboisement de forêts dans les espaces disponibles dans la zone du projet pour contribuer à l'absorption du CO ₂ dégagé.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Pendant les travaux	Fumées des pots d'échappement ; Poussières soulevées ; Reboisements.	Pollution par les gaz et les poussières est minimisée ; Existence de reboisements de forêts contribuant à l'absorption du CO ₂
Ambiance sonore	Suivi du niveau de bruit suivant les standards de la Banque Mondiale en zone résidentielle (55 dBA en journée et 45 dBA pendant la nuit notamment à la traversée des localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru ; Règlementation des heures des travaux prenant en compte les heures de repos des populations riveraines et le fonctionnement de certains services notamment l'école primaire de Dakar Sinho proche du tronçon de la route du projet ; Fixation des équipements de chantier et des sites de dépôt tout au moins à 300 m de zones habitées et tout au moins à 500 m d'écoles et de centres santé.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Pendant les travaux	Niveau de nuisances sonores ; Heures de travaux.	Nuisances sonores acceptables ; Heures des travaux connues.
Sols	Collecte et évacuation en décharge des déchets non biodégradables de chantier pour traitement ou recyclage ; Enfouissement ou incinération des déchets biodégradables de chantier ; Entretien et ravitaillement des engins sur une aire étanche munie d'un système de drainage étanche et d'une fosse avec séparateur d'hydrocarbures ; Réalisation de plateformes d'entreposage étanches de produits contaminants équipées de dispositifs de protection contre les déversements accidentels ; Réalisation de zones d'emprunt de matériaux tout au moins à 200 m d'une habitation, d'un cours d'eau et d'une route ; Interdiction de réaliser des zones d'emprunt et de carrières dans et à proximité de zones protégées (forêts, lieux sacrés, etc.) notamment dans le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez ; Négociation des zones d'emprunt de matériaux avec les propriétaires terriens avec l'engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau Remise en état (y compris la plantation d'arbres) ou valorisation des zones d'emprunt en point d'eau ; Elaboration d'un Plan de Gestion et de Restauration des sites d'emprunt ; Enlèvement des matériaux excédentaires et des épaves d'engins.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES CSR	Pendant et juste avant la fin des travaux.	Déchets liquides et solides de chantier ; Position des emprunts ; Plan de Gestion et de Restauration des sites d'emprunt ; État de la base de chantier, du chantier, du site de ravitaillement et d'entretien des véhicules et engins, des zones d'emprunt de matériaux	Application effective des mesures de protection de l'environnement ; Pas de pollutions des sols ; 100 % des sites d'emprunt remis en état et végétalisés
Eaux de surface et souterraines	Ouverture des zones d'emprunt de matériaux et des carrières et de dépôt de matériaux tout au moins à 200 m des cours d'eau ; Planification du prélèvement et gestion rationnelle des eaux pour les travaux ; Interdiction de lavage des véhicules et engins dans un cours d'eau ;	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Pendant l'exploitation	Position des emprunts ; Conflits ;	Sites d'emprunt au moins à 200 m de cours d'eau ; Pas de conflits ; Pas d'obstruction des passages

Composantes	Activités à réaliser	Programme de surveillance et de suivi	Responsable		Période de mise en œuvre	Indicateurs de performance	Objectif de performance
			Exécution	Contrôle			
	Éviter de déposer des déblais et des remblais excédentaires sur des passages d'eau pour ne pas modifier leur régime hydrique.					Lieux de dépôts des déblais et remblais.	d'eau.
Végétation	Évitement des abattages et débroussaillages anarchiques d'arbres et de végétation en limitant les travaux dans les emprises utiles ; Délimitation préalable de l'emprise à la peinture avant débroussaillage ; Réalisation d'inventaires floristiques et obtention de l'autorisation de débroussaillage ; Tronçonnage et mise à disposition des arbres abattus à la DGFF et à l'IBAP pour valorisation par la population locale ; Interdiction stricte à l'entreprise de réaliser des zones d'emprunt dans les aires protégées notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez et les lieux sacrés notamment dans les localités de Balana et de Ga-Dembele ; Interdiction de réaliser des remblais à moins de 5 m de troncs d'arbres ; Interdiction au personnel de couper et transporter du bois, etc. ; Réalisation de reboisements 50 ha de forêts dans les espaces disponibles dans la zone du projet en vue de compenser la végétation détruite et d'améliorer le contexte végétal.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES AAAC DGFF IBAP Populations locales	Pendant les travaux	Délimitation à la peinture, Abattage d'arbres ; Destruction de végétation, Position des emprunts ; Position des remblais ; Inventaire ; Autorisation d'abattage ; Reboisements de forêts.	Pas d'abattage anarchique d'arbres ; Pas de déboisements anarchiques de végétation ; Réalisation effective d'inventaire floristique ; Existence effective d'une autorisation d'abattage des arbres ; Pas de sites d'emprunt dans des aires protégées ; Existence effective de 50 ha de reboisements de forêts.
Faune et Microfaune	Interdiction stricte de réaliser des zones d'emprunt dans les aires protégées notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez ; Sensibilisation et interdiction formelle à la main d'œuvre de prélever la faune par la chasse, la capture ou tout autre moyen ; Sensibilisation et interdiction à la main d'œuvre de transporter de la viande sauvage dans les véhicules et les engins de chantier ; Limitation de la vitesse de véhicules et engins de chantier à la traversée de zones forestières notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez ; Préservation des habitats de faune et microfaune par l'entreprise à travers l'utilisation effective des emprises utiles définies pour les travaux ; Signalisation des corridors de passages des animaux par des panneaux y compris l'imposition de la réduction des vitesses (30 km) ; Séances d'éducation environnementale et sociale (sensibilisations et formations) des populations de la zone du projet (Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru) sur la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique ; Acquisition de deux (02) motos afin de faciliter les déplacements des Agents de IBAP pour la surveillance des forêts environnantes du projet y compris l'entretien de ces motos.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES AAAC DGFF IBAP	Pendant les travaux	Position des sites d'emprunt ; Prélèvement de faune ; Respect des limites utiles ; Collision avec la faune ; Protection des aires protégées ; Éducation environnementale et sociale	Zéro site d'emprunt dans les aires protégées ; Pas de prélèvement de faune ; Utilisation effective de l'emprise utile délimitée ; Corridors de passages des animaux signalés ; Pas de collision avec la faune ; Présence de deux (02) motos pour IBAP ; Séances d'éducation environnementale et sociale réalisées.
Paysage	Choix des sites d'emprunt de matériaux et de carrières tout au moins à 200 m de tronçon de route et de sorte à ce qu'ils ne soient pas visibles ; Récupération des matériaux excédentaires (déblais excédentaires, déchets de démolition, etc.) et leur acheminement vers des lieux de stockage appropriés ; Remise en état ou à la valorisation des zones d'emprunt de matériaux et des carrières ;	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES AAAC DGFF IBAP	Avant, pendant et juste avant la fin des travaux	Position des emprunts ; État du chantier ; PAPES ;	Site emprunts situés au moins à 200 m ; Chantier propre ; Existence de PAPES ;

Composantes	Activités à réaliser	Programme de surveillance et de suivi	Responsable		Période de mise en œuvre	Indicateurs de performance	Objectif de performance
			Exécution	Contrôle			
	Élaboration et mise en œuvre de PAPES par l'entreprise ; Enlèvement du matériel et des épaves d'engins.					Épaves d'engins.	Pas d'épaves d'engins.
Biens des populations	Élaboration et mise en œuvre d'un programme de communication ; Libération des emprises des travaux ; Respect de l'emprise utile définie pour les travaux ; Réinstallation ou indemnisation des biens affectés par le projet ; Négociation avec les Autorités locales, les propriétaires terriens et compensation des zones d'emprunt de matériaux identifiées pour les travaux avec engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau ; Indemnisation des biens détruits accidentellement pendant les travaux afin d'éviter tout conflit.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	DGIT Entreprise	MDC CSES	Avant et pendant les travaux	Plan de communication ; Indemnisation des biens affectés ; Conflits.	Existence et mise en œuvre d'un Plan de Communication ; PAP réinstallées ou indemnisées ; Existence d'accords/conventions pour l'exploitation des emprunts ; Zéro conflit.
Santé publique	Mise en place d'une unité de mini santé ; Assurer la surveillance médicale de la main d'œuvre ; Sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines sur les IST, le VIH/SIDA et les grossesses non désirées ; Distribution de préservatifs au personnel de chantier ; Dotation de la main d'œuvre d'équipements de protection individuelle ; Mise à la disposition du personnel du chantier des moustiquaires et les inciter à les utiliser afin d'éviter le paludisme dû aux piqûres de moustiques ; Assurer un approvisionnement de la main d'œuvre en eau potable ; Sensibilisation de la main d'œuvre et des populations locales à l'hygiène alimentaire ; Sensibilisation de la main d'œuvre et des populations locales sur la fièvre hémorragique, à savoir le virus EBOLA ; Aménagement de toilettes pour le personnel de chantier tout en les incitant à les utiliser et à les maintenir dans des conditions d'hygiène acceptables.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSE	Pendant les travaux	Unité de santé, Sensibilisation, Préservatif, EPI, EBOLA, Eau potable, Toilette.	Existence d'une unité de soins ; Séances de sensibilisation réalisées ; Distribution de préservatifs ; Zéro infection IST et VIH ; Zéro infection à EBOLA ; Utilisation d'EPI par le personnel ; Zéro accident ; Hygiène observée par le personnel ; Personnel approvisionné en eau potable ; Présence de toilettes pour le personnel de chantier.
Sécurité	Élaboration et la mise en œuvre d'un Plan de Communication afin d'informer les populations locales de façon générale, surtout riveraines et les usagers du tronçon de route en travaux des consignes de circulation et de sécurité ; Mise en place d'un plan adéquat de circulation par l'entreprise, prenant en compte la facilitation de l'accès des populations riveraine à leurs domiciles et celui des travailleurs à leurs services notamment l'école primaire de Dakar Sinho ; Sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines du tronçon de route au respect des consignes de sécurité routière ; Dotation de la main d'œuvre d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité, gants, masques anti-poussières, gilet, etc.) conformes aux spécifications standards sur le plan international et l'inciter à les utiliser ; Signalisation adéquate du chantier (panneaux, balises, rubans fluorescents), visible de jour comme de nuit, de la base et du parking de chantier, des sorties de zones d'emprunt et des carrières ; Marquage des obstacles et excavations par des périmètres de sécurité (panneaux et/ou des rubans fluorescents très visibles de jour comme de nuit) ; Règlementation de la circulation par des porteurs de drapeaux pendant les travaux à proximité des zones sensibles notamment en traversée de localités ; Stationnement des engins et des véhicules sur le chantier de façon ordonnée et loin des zones fréquentées par les populations ;	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	DGIT Entreprise	MDC CSES CSR	Avant, pendant et après les travaux	Plan de Communication ; Plan de circulation ; Sensibilisation ; EPI ; Signalisation du chantier ; Marquage des obstacles et excavations ; Règlementation de la circulation ; Stationnement des engins et des véhicules ; Alcool et drogue ; Mesures sécuritaires ; Clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho ; État des caniveaux ; Ralentisseurs aux entrées des localités traversées ; Signalisation du tronçon de la route et des carrefours	Zéro accident ; Signalisation adéquate du tronçon de route aménagé ; Pas d'occupations anarchiques aux abords du tronçon de route aménagé.

Composantes	Activités à réaliser	Programme de surveillance et de suivi	Responsable		Période de mise en œuvre	Indicateurs de performance	Objectif de performance
			Exécution	Contrôle			
	Interdiction et contrôle du personnel pour éviter le travail sous l'emprise d'alcool ou/et de drogue ; Équipement de la base de chantier, des aires de dépôt d'hydrocarbures et des garages de mesures sécuritaires (extincteurs, citernes d'eau, sable, etc.) ; Équipement des engins de chantier de signal sonore de recul ; Réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élevés et les enseignants (300 mL) ; Couvrir dans la mesure du possible les éventuels caniveaux réalisés à la traversée de zones habitées et très proches d'habitations riveraines afin d'éviter d'éventuels accidents (chutes, surtout des enfants) ; Mise en place de ralentisseurs y compris les signalisations aux entrées des localités traversées ; Mise en place d'une signalisation adéquate du tronçon de la route et des carrefours aménagés ; Interdiction de l'occupation anarchique des abords immédiats du tronçon de la route aménagé par des installations commerciales qui pourraient perturber la circulation et provoquer des accidents ; Signalisation des couloirs de passages du bétail par des panneaux.					aménagés ; Occupation des abords immédiats du tronçon ; Signalisation des couloirs de passages du bétail.	
Circulation et transport	Limitation de la vitesse des engins et véhicules à 20 km/h sur le chantier et les voies de déviation, à 40 km/h à la traversée des agglomérations et 80 km/h en rase campagne ; Mise en place d'un plan adéquat de circulation par l'entreprise, prenant en compte l'accès et la circulation des riverains et des usagers du tronçon ; Mise en place d'un programme d'entretien courant et périodique du tronçon de route aménagé afin de les pérenniser.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	DGIT Entreprise	MDC CSES	Pendant les travaux et phase entretien	Limitation de la vitesse ; Accidents ; Plan de circulation ; État du tronçon de route ; Programme d'entretien.	Zéro accident ; Existence et mise en œuvre d'un programme d'entretien périodique permettant de maintenir le tronçon de route en bon état de circulation.
Emploi	Information et affichage des opportunités d'emplois au niveau du Chef lieu du Secteur Administratif et des localités concernés par le projet ; Privilégier la main d'œuvre locale en particulier pour les emplois non qualifiés avec une place de choix pour les femmes en ce qui concerne les tâches moins pénibles (restauration, approvisionnement en eau potable du personnel des chantiers, etc.) tout en respectant la législation Bissau guinéenne en matière de travail.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Avant le début des travaux	Document d'information, Affiche, Emplois, Législation nationale.	Existence de main d'œuvre locale, Présence de femmes, Obtention de revenus, Législation nationale respectée, Obtention de revenus.
Patrimoine culturel et touristique	Sensibilisation du personnel de chantier au respect des us et coutumes locaux ; Réalisation de sacrifice pour le bon déroulement des travaux notamment à Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana ; Évitement de la profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) et de dépravations de mœurs de populations locales ; Arrêt temporaire des travaux et information de la DGIT sur toute découverte de vestiges d'intérêt culturel ou archéologique ; Sensibilisation des populations locales sur les risques de dépravations des mœurs dues aux nouveaux comportements à travers le brassage de populations.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise DGIT MDC	CSES	Avant et pendant et les travaux	Sensibilisation du personnel ; Réalisation de sacrifices ; Profanation de lieux de culte ; Fouilles archéologiques.	Respect des us et coutumes locaux ; Sacrifices réalisés ; Pas de profanation de lieux de culte ; Patrimoine culturel découvert sauvegardé.
Foncier et immobilier	Minimiser les empiétements sur des terrains privés par le respect des limites de l'emprise des aménagements projetés ; Indemnisation des infrastructures socio-économiques affectées par le projet.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	DGIT	MDC CSES	Avant et pendant les travaux	Emprise utile, Indemnisations, Conflit.	Empiétements sur les terrains privés minimisés ; Infrastructures impactées indemnisées ; Pas de conflits.
Activités	Indemnisation des biens affectés dans la mesure du possible;	Rapport d'activité	DGIT	MDC	Avant et pendant	Indemnisations,	Biens impactés indemnisés ;

Composantes	Activités à réaliser	Programme de surveillance et de suivi	Responsable		Période de mise en œuvre	Indicateurs de performance	Objectif de performance
			Exécution	Contrôle			
socio-économiques	Minimiser la destruction d'infrastructures socio-économiques, de plantations d'arbres et la perte de revenus pour les PAP par l'exploitation effective de l'emprise utile définie pour les travaux ; Négociation et dédommagement des zones d'emprunt de matériaux identifiées pour les travaux avec engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau pour l'abreuvement des animaux ; Éviter la circulation et le stationnement des engins et véhicules de chantier sur des exploitations agricoles ; Indemnisation des biens détruits accidentellement lors de l'exécution des travaux ; Réalisation de séances de renforcement des capacités des populations locales dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique	Vérification sur le terrain	Entreprise	CSES	travaux	Emprise utile, Sites de stationnement, Conflits, Renforcement de capacité.	Zéro conflit ; Pas d'empiétement de terres agricoles ; Protection de la diversité biologique par des séances de renforcement des capacités.
Conditions de vie des femmes	Embauche des femmes pour un certain nombre de tâches (restauration et approvisionnement en eau potable du personnel du chantier) ; Sensibilisation des populations locales y compris surtout les chefs coutumiers sur les risques de l'excision, du mariage forcé et de la non scolarisation des enfants, surtout des filles.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise	MDC CSES	Avant le début et pendant les travaux	Document de recrutement, Main d'œuvre féminine, Sensibilisation.	Présence de femmes dans le personnel de l'entreprise, Séances de sensibilisation réalisées.
Conditions, qualité de vie et bien être	Réalisation des zones d'emprunt tout au moins à 200 m de zones habitées afin de minimiser les piqûres des insectes et les maladies (paludisme) qui s'y développent ; Arrosage systématique et suffisant de l'emprise des travaux et des pistes d'accès aux zones d'emprunt de matériaux aux traversées de zones habitées ; Règlementation des heures des travaux prenant en compte les heures de repos des populations riveraines et de travail au niveau de l'école primaire de Dakar Sinho longée par le projet ; Réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élevés et les enseignants (300 mL) ; Sensibilisation des populations locales à la scolarisation des enfants, aux risques de l'excision, du mariage forcé, aux grossesses non désirées et précoces ; Réalisation de 10 forages dans les localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangué Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru, soit un forage dans chaque localité traversée ; Mise en place d'un programme d'entretien courant et périodique des ouvrages aménagés afin de les pérenniser.	Rapport d'activité Vérification sur le terrain	Entreprise DGIT	MDC CSES	Pendant les travaux Après les travaux	Positions des emprunts, Poussières, Conflits, Heures des travaux, Clôture, Sensibilisation, Forages, Programme d'entretien.	Emprunts situés au moins à 200 m de zones habitées ; Arrosages pour l'atténuation de poussières effectués, Zéro conflits dû à la poussière ; Heures des travaux réglementées ; École primaire de Dakar Sinho clôturée ; Séances de sensibilisation sur la scolarisation des enfants, les risques de l'excision, du mariage forcé, aux grossesses non désirées et précoces ; 10 forages réalisés ; Existence d'un programme d'entretien.

IV.4 INDICATEURS DE SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

106. Les indicateurs de surveillance renseigneront sur la mise en œuvre des mesures préconisées par le PGES. Ces indicateurs sont présentés dans le tableau ci-dessus relatif à ce plan.

107. Pour les activités de surveillance environnementale et sociale des travaux, il sera élaboré des rapports mensuels et trimestriels à l'attention du Maître d'Ouvrage et du Bailleur de Fonds (BAD).

IV.5 INDICATEURS DE SUIVI ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

108. Le suivi portera essentiellement sur les composantes suivantes :

- les eaux de surface,
- les sols,
- la végétation,
- la faune,
- les aires protégées,
- les ressources naturelles,
- la scolarisation des enfants,
- la santé,
- la sécurité,
- les ouvrages aménagés,
- l'emploi,
- l'exode rural,
- les activités économiques,
- les conditions de vie des femmes,
- les conditions de vie des producteurs,
- les conditions, le cadre de vie et le bien être des populations.

109. Pour chacune des composantes, les indicateurs, fréquences et méthodologies pouvant être utilisés sont portés dans le tableau ci-après.

Tableau n° 3 : Indicateur de Suivi environnemental et social du projet

Composante	Indicateurs	Fréquence	Méthodologie	Opérateurs/Partenaires
Eaux de surface	Types et natures des déchets rejetés anarchiquement le long et dans les ouvrages aménagés (tronçon de route, caniveaux)	Deux (02) fois par an pendant deux (02) ans à partir de la mise en circulation	Recueil direct de données par des visites de terrain	Spécialiste/DGIT/AAAC
Sols	Présence d'érosions au droit des ouvrages aménagés	Deux (02) fois par an pendant deux (02) ans	Recueil direct de données par des visites de terrain	Spécialiste/DGIT/AAAC
Végétation	Espèces, nombre, densité, diamètre des arbres plantés dans le cadre du projet	Deux (fois) par an à compter des dates de plantation pendant deux (02) ans	Échantillonnage sur les aires de reboisement, observations	IBAP/DGFF/AAAC/DGIT
Faune	Nombre de collisions, espèces concernées par les collisions	Deux (02) fois par an pendant deux (02) ans à partir de la mise en circulation	Enquêtes de terrain	IBAP/DGFF/AAAC/DGIT
Aires protégées	Types et fréquences des infractions dans les aires protégées	Deux (02) fois par an pendant deux (02) ans à partir de la mise en circulation	Recueil direct de données et observations de terrain	IBAP/DGFF/AAAC/DGIT
Ressources naturelles	Niveau d'exploitation et de protection des ressources naturelles	Deux (02) fois par an pendant deux (02) ans à partir de la mise en circulation	Enquêtes auprès des populations	IBAP/DGFF/AAAC/DGIT
Scolarisation	Taux de scolarisation des enfants en âge d'être scolarisés	Une (01) fois par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des populations	Spécialiste/AAAC/DGIT
Santé	Taux de prévalence du paludisme chez les populations riveraines des caniveaux aménagés	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des populations et des services de santé	Spécialiste/AAAC/DGIT
	Niveau de la santé des populations riveraines	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des populations et des services de santé	Spécialiste/AAAC/DGIT
Sécurité	Nombre d'accidents recensés, causes et types de véhicules impliqués	Deux (fois) par an (données cumulées par semestres) pendant deux (02) ans à partir de la mise en circulation du tronçon de route aménagé	Recueil et traitement des données enregistrées par les services de la police	Services de la police/Spécialiste/AAAC/DGIT
Ouvrages aménagés	Niveau de fonctionnement	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Observations, enquêtes auprès des populations riveraines et des services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT
Emploi	Nombre de nouveaux emplois créés	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des producteurs, des riverains et des services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT
Exode rural	Taux d'émigration	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des populations locales et des services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT
Activités économiques	Types d'activités économiques créés le long du tronçon de route aménagé	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Observations et enquêtes de terrain	Spécialiste/AAAC/DGIT
Conditions de vie des femmes	Niveau d'amélioration des conditions de vie des femmes dû au projet	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des femmes et des services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT
Conditions de vie des producteurs	Niveau d'amélioration des conditions de vie des producteurs dû au projet	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Enquêtes auprès des producteurs, riverains et services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT
Conditions, le cadre de vie et le bien être des populations	Niveau d'amélioration des conditions, du cadre de vie et du bien être des populations locales	Une fois (01) par an pendant deux (02) ans	Observations, enquêtes auprès des populations et des services techniques	Spécialiste/AAAC/DGIT

IV.6 CONSULTATIONS PUBLIQUES ET DIFFUSION DE L'INFORMATION

IV.6.1 CONSULTATIONS PUBLIQUES

110. Dans le cadre de la présente étude, des entretiens ont été effectués avec les responsables du projet à la DGIT. Des entretiens ont aussi eu lieu avec le Directeur Général de l'AAAC, les représentants du Secteur Administratif de Québo et certains notables de villages traversés par le projet. Ces entretiens avaient pour objectifs d'informer et de prendre en compte les préoccupations et suggestions de ces Acteurs dans la présente étude.

111. Par ailleurs, les populations locales ont été informées et consultées. En effet, les populations de Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana ayant plus d'infrastructures sociales affectées par le projet ont été consultées.

112. Les photos ci-après montrent les participants de Ga-Dembele et de Balana aux consultations publiques.



Photo 1: Vue partielle des participants aux informations et consultations publiques de Balana (A) et de Ga-Dembele (B)

113. Cette approche participative a eu pour but de leur présenter le projet et de prendre en compte leurs préoccupations et suggestions en vue d'une acceptabilité sociale et une meilleure insertion du projet dans son milieu.

114. Au cours de ces consultations, le Consultant a présenté :

- sommairement le projet ;
- les principaux impacts négatifs et positifs du projet ;
- les mesures environnementales et sociales préconisées pour atténuer, supprimer ou compenser les impacts négatifs et pour bonifier les impacts positifs.

115. Par la suite, les participants ont largement été écoutés. Tout en adhérant au projet, ils ont souhaité que celui-ci voit jour le plus rapidement possible pour le bonheur des populations locales. En outre, ils ont émis un certain nombre de souhaits à prendre en compte dans le projet. Ce sont :

Consultation publique de Ga-Duru

- la construction d'une école dans le village,

- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre de santé,
- la construction d'un marché,
- la réalisation d'un forage,
- Il est strictement interdit aux étrangers d'enceinter les femmes de la localité ;
- l'interdiction strictement aux étrangers de frapper un enfant de la localité,
- l'indemnisation des biens et la réinstallation des personnes affectées,
- l'accompagnement avec du matériel de sport (chaussures, ballons, maillots, etc.),
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes.

Consultation publique de Ga-Dembel

- la réalisation effective du projet après plusieurs années de promesses,
- l'aménagement d'un marché,
- l'acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes,
- la construction d'un magasin de stockage de produits,
- la construction d'une maison de la femme,
- la réalisation de forages,
- l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les évacuations sanitaires ;
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition d'une presse à huile de palme,
- l'acquisition d'une presse à huile à manioc,
- la formation des femmes dans le domaine de la couture,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux,
- la construction d'un centre de formation des jeunes sur les nouvelles technologies,
- l'aménagement de bas-fonds pour la production agricole des populations locales,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la construction d'un centre culturel,
- l'indemnisation des biens impactés et la réinstallation des personnes affectées,
- l'interdiction stricte au personnel de chantier de courtiser les femmes de la localité.

Consultation publique de Balana

- la construction d'une école,
- la construction d'une mosquée,
- la réalisation de forages,
- la construction d'un centre de santé,
- l'acquisition d'un moulin à grain,
- l'aménagement d'un terrain de football pour les jeunes,
- la formation des femmes en couture,
- la formation des populations locales en meilleures pratique agricole,
- le recrutement de la main d'œuvre locale pour les travaux.

116. Les procès-verbaux des séances d'informations et de consultations publiques sont en annexe 2 du présent rapport.

IV.6.2 DIFFUSION DE L'INFORMATION

117. Avant le démarrage effectif des travaux, la DGIT organisera une réunion afin de mettre tous les principaux Acteurs (AAAC, DGFF, IBAP, CSES, CSR, etc.) au même niveau d'informations par rapport au projet et son déroulement.

118. En outre, les Autorités et les représentants des populations locales doivent être informés de la consistance des travaux à réaliser, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés par ces derniers et de leur durée. Des précisions seront données sur les sensibilisations à mener et les modalités de dédommagement et de réinstallation de populations affectées par le projet.

119. Les objectifs de cette approche participative, sont entre autres :

- conduire à l'acceptabilité sociale et une meilleure insertion du projet dans son milieu,
- identifier les conflits résiduels découlant du projet et trouver des solutions à ceux-ci ;
- préciser les responsabilités dans chaque compartiment de l'EIES.

IV.7 PLANNING GÉNÉRAL DE MISE EN ŒUVRE DES MESURES

120. Les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km) dureront au moins une année.

121. La réalisation de l'ensemble des activités relatives à la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales s'étalera sur une période de quatre (04) ans. Les trois dernières années concerneront principalement les activités de suivi environnemental et social.

122. Le tableau ci-après récapitule la répartition dans le temps, des tâches majeures à effectuer dans le cadre de la gestion environnementale et sociale du projet.

Tableau n° 4 : Planning des activités de mise en œuvre des mesures environnementales et sociales

N°	Activités majeures	Responsable	Temps (Années/Trimestres)															
			Année 1 (Pré-travaux)				Année 2 (Travaux)				Année 3 (Poste travaux)				Année 4 (Poste travaux)			
			1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4	1	2	3	4
01	Prise en compte des aspects environnementaux et sociaux dans l'étude	Bureau Études	■															
02	Restitution des résultats de l'EIES au Maître d'Ouvrage à travers la DGIT	DGIT																
03	Transmission de l'EIES à l'AAAC pour validation	DGIT	■															
04	Émission de la Déclaration de Conformité Environnementale (DCE) du projet	AAAC/DGIT	■	■	■													
05	Mise en place du Comité Surveillance Environnementale et Sociale (CSES)	DGIT				■												
06	Réunion de mise au même niveau d'information des membres du CSES	DGIT/MDC				■												
07	Élaboration du cahier des charges des prestataires pour la mise en œuvre de mesures	DGIT				■												
08	Élaboration des protocoles d'accord liant les principaux intervenants dans le projet	DGIT				■												
09	Présentation des prestataires intervenant dans la mise en œuvre des mesures	DGIT				■												
10	Identification et compensation des Personnes Affectées par le Projet (PAP)	DGIT			■	■												
11	Information de Personnes ressources et réalisation de sacrifices	MDC/DGIT				■												
12	Élaboration du Plan d'Action de Protection Environnementale et Sociale de l'Entreprise	Entreprise				■												
13	Approbation du Plan d'Action de Protection Environnementale et Sociale de l'Entreprise	MDC				■												
14	Mise en œuvre du Plan d'Action de Protection Environnementale et Sociale de l'Entreprise	Entreprise					■	■	■	■								
15	Exécution des travaux conformément aux prescriptions environnementales du PGES	Entreprise					■	■	■	■								
16	Contrôle du respect des pratiques environnementales et sociales	MDC/AAAC					■	■	■	■								
17	Élaboration et mise en œuvre du programme de communication	MDC/DGIT			■	■	■	■	■	■								
18	Sensibilisations sur les IST, VIH/SIDA, les grossesses non désirées, sécurité, etc.	Entreprise					■	■	■									
19	Exécution des activités de reboisements des forêts	Entreprise								■								
20	Remise en état ou valorisation des zones d'emprunt de matériaux et des carrières	Entreprise								■								
21	Bilan de mise en œuvre des mesures environnementale et sociale de fin de chantier	MDC									■							
22	Mise en place du Comité de Suivi Restreint (CSR)	DGIT									■	■						
23	Réunion de mise au même niveau d'information des membres du CSR	DGIT									■							
24	Réception environnementale et sociale du chantier	MDC/DGIT									■	■						
25	Campagne de recueil des indicateurs de suivi et élaboration des rapports de suivi	DGIT/CSR										■	■	■	■	■	■	■
26	Émission du Certificat de Conformité Environnementale (CCE) du projet	AAAC/DGIT																■

IV.8 INITIATIVES COMPLÉMENTAIRES

123. Des expropriations seront effectuées dans l'emprise du tronçon de la route concerné par le projet. Ainsi, le Maître d'Ouvrage prévoira des indemnisations et réinstallations des PAP.

124. En raison du nombre de PAP inférieur à 200 dans l'emprise du projet, il a été jugé nécessaire d'élaborer un Plan Succinct de Réinstallation (PSR). Les PAP seront réinstallées ou indemnisées. Il sera apporté une assistance aux personnes vulnérables. Ainsi, une Commission chargée des Indemnisations ou des Réinstallations des PAP (CCIR/PAP) et de même que la Commission Chargée du Suivi des Indemnisations ou des Réinstallation des PAP (CCSIR/PAP) seront mises en place. En outre, il sera apporté une assistance à la mise en œuvre du PSR à travers le recrutement d'un Consultant Assistant. Enfin, il sera procédé au Suivi et évaluation du PSR.

125. Aussi, pour améliorer le contexte environnemental et social de la zone du projet, des reboisements, des sensibilisations sur la sécurité, les IST et le VIH/SIDA et l'éducation environnementale pour la préservation des ressources naturelles seront effectués.

126. Par ailleurs, des séances de renforcement des capacités des populations locales dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique sont aussi prises en compte dans le présent projet.

127. Pour l'amélioration des conditions de vie des femmes et des jeunes filles, il est préconisé dans le cadre du projet la sensibilisation des populations locales y compris surtout les chefs coutumiers sur les risques de l'excision, du mariage forcé et de la non scolarisation des enfants, surtout des filles.

128. La sensibilisation de la main d'œuvre et les populations locales à l'hygiène alimentaire et sur la fièvre hémorragique, à savoir le virus EBOLA est aussi proposée.

129. Il est aussi suggéré la réalisation de 10 forages dans les localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru, soit un forage dans chaque localité traversée. Des analyses des paramètres physico-chimiques doivent permettre de confirmer la potabilité des eaux de ces forages (normes OMS) avant mise à la disposition des populations locales.

130. Il sera procédé à la réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élèves et les enseignants.

131. Enfin, les populations locales ont recommandé la réalisation de sacrifices pour le bon déroulement des travaux notamment dans les localités de Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana.

IV.9 COÛTS DES MESURES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES PROPOSÉES

132. Dans les paragraphes précédents, un certain nombre de mesures environnementales et sociales ont été proposées afin de prévenir, d'atténuer voire supprimer les impacts et risques négatifs et de bonifier les impacts positifs. Les coûts de mise en œuvre de ces différentes mesures du PGES sont donnés dans le tableau ci-après.

Tableau n° 5 : Coûts de mise en œuvre des différentes mesures du PGES du projet

Mesures à mettre en œuvre	Coûts des mesures par localité traversée par le tronçon de route										
	Ga-Duru	Ga-Dembele	Balana	Dakar Sinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Coût total mesures
Assistance à la mise en œuvre du PSR (Bureau d'Etudes)	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Élaboration de la DCE et du CCE du projet par l'AAAC	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	5 000 000
Obtention de toutes les autorisations nécessaires (installation de la base de chantier, installation de centrale à béton, installation de centrale à bitume, exploitation des emprunts et carrières, exploitation de l'eau pour les travaux, etc.) nécessaires pour les travaux	-	-	-	-	-	-			-	-	-
Élaboration et mise en œuvre d'un Plan de Communication afin d'informer les populations locales de façon générale, surtout riveraines, les PAP et les usagers du tronçon de route en travaux des consignes de circulation et de sécurité	3 000 000	3 000 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	18 000 000
Réinstallation ou indemnisation des biens affectés par le projet	129 156 256	101 892 118	50 829 347	44 779 971	25 235 796	10 365 000	34 070 078	30 300 300	8 729 200	10 295 000	445 653 066
Assistance à la mise en œuvre du PSR (Consultant Assistant)	4 500 000	4 500 000	4 000 000	4 000 000	3 500 000	3 000 000	3 500 000	3 500 000	3 000 000	1 500 000	35 000 000
Assistance aux personnes vulnérables	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	5 000 000
Fonctionnement de la CCIR/PAP et de la CCSIR/PAP	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	10 000 000
Suivi et évaluation du PSR	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	10 000 000
Minimiser la destruction d'infrastructures socio-économiques, de plantations d'arbres et la perte de revenus pour les PAP par l'exploitation effective de l'emprise utile définie pour les travaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Éviter la circulation et le stationnement des engins et véhicules de chantier sur des exploitations agricoles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Négociation avec les Autorités locales, les propriétaires terriens et compensation des zones d'emprunt de matériaux identifiées pour les travaux avec engagement de les remettre en état ou de les valoriser en point d'eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Élaboration et mise en œuvre de PAPES par l'entreprise	2 500 000	3 500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	10 000 000
Règlementation de la circulation par des porteurs de drapeaux pendant les travaux à proximité des zones sensibles notamment en traversée de localités	1 200 000	1 600 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	800 000	9 200 000
Équipement des engins de chantier de signal sonore de recul	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrosage systématique et suffisant des emprises des travaux et des pistes d'accès aux zones d'emprunt de matériaux aux traversées de zones habitées	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Suivi du niveau de bruit suivant les standards de la Banque Mondiale en zone résidentielle (55 dBA en journée et 45 dBA pendant la nuit) notamment à la traversée des localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	500 000	5 000 000
Fixation des équipements de chantier et des sites de dépôt tout au moins à 300 m de zones habitées et tout au moins à 500 m d'écoles et de centres santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Règlementation des heures des travaux prenant en compte les heures de repos des populations riveraines et le fonctionnement de certains services notamment l'école primaire de Dakar Sinho proche du tronçon de la route du projet	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Stationnement des engins et des véhicules sur le chantier de façon ordonnée et loin des zones fréquentées par les populations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Collecte et évacuation en décharge des déchets non biodégradables de chantier pour traitement ou recyclage	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Enfouissement ou incinération des déchets biodégradables de chantier	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Entretien et ravitaillement des engins sur une aire étanche munie d'un système de drainage étanche et d'une fosse avec séparateur d'hydrocarbures	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Réalisation de plateformes d'entreposage étanches de produits contaminants équipées de dispositifs de protection contre les déversements accidentels	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Réalisation de zones d'emprunt de matériaux tout au moins à 200 m d'une habitation, d'un cours d'eau et d'une route	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de réaliser des zones d'emprunt et de carrières dans et à proximité de zones protégées (forêts, lieux sacrés, etc.) notamment dans le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Remise en état (y compris la plantation d'arbres) ou valorisation des zones d'emprunt en point d'eau pour les activités socio-économiques des populations	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Planification du prélèvement et gestion rationnelle des eaux pour les travaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réglage correct des pots d'échappement des engins et véhicules de chantier	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêt des moteurs des véhicules et des engins de chantier non utilisés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction de lavage des véhicules et engins dans un cours d'eau	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Éviter de déposer des déblais et des remblais excédentaires sur des passages d'eau pour ne pas modifier leur régime hydrique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Évitement des abattages et débroussaillages anarchiques d'arbres et de végétation en limitant les travaux dans les emprises utiles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Délimitation préalable de l'emprise à la peinture avant débroussaillage	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	3 000 000
Réalisation d'inventaires floristiques et obtention de l'autorisation de débroussaillage	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	6 000 000
Tronçonnage et mise à disposition des arbres abattus à la DGFF et à l'IBAP pour valorisation par la population locale	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM

Mesures à mettre en œuvre	Coûts des mesures par localité traversée par le tronçon de route										
	Ga-Duru	Ga-Dembele	Balana	Dakar Sinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Coût total mesures
Interdiction de réaliser des remblais à moins de 5 m de troncs d'arbres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Interdiction au personnel de couper et transporter du bois	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réalisation de reboisements de 50 ha de forêts dans les espaces disponibles dans la zone du projet en vue de compenser la végétation détruite et d'améliorer le contexte végétal	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	50 000 000
Sensibilisation et interdiction formelle à la main d'œuvre de prélever la faune par la chasse, la capture ou tout autre moyen	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 000 000
Sensibilisation et interdiction à la main d'œuvre de transporter de la viande sauvage dans les véhicules et les engins de chantier	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 000 000
Réalisation de séances de renforcement des capacités des populations locales dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	6 000 000
Séances d'éducation environnementale et sociale (sensibilisations et formations) des populations de la zone du projet (Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru) dans la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles, aux bonnes pratiques agro-sylvo-pastorales en vue de la protection de la diversité biologique	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	600 000	6 000 000
Limitation de la vitesse de véhicules et engins de chantier à la traversée de zones forestières notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Préservation des habitats de faune et microfaune par l'entreprise à travers l'utilisation effective des emprises utiles définies pour les travaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Signalisation des corridors de passages des animaux par des panneaux y compris l'imposition de la réduction des vitesses (30 km)	1 000 000	1 000 000	1 000 000	-	-	-	-	-	-	-	3 000 000
Atténuation des impacts de la route de Boké-Québo dans les aires protégées terrestres dans le cadre de l'appui à la Consolidation du Système de Aères Protégées de la Guinée-Bissau	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Acquisition de deux (02) motos afin de faciliter les déplacements des Agents de IBAP pour la surveillance des forêts environnants du projet y compris l'entretien de ces motos	-	3 200 000	3 200 000	-	-	-	-	-	-	-	6 400 000
Acquisition d'un véhicule double cabines pour les activités de surveillance et de suivi environnemental et social de l'AAAC	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	25 000 000
Mise en place d'une unité de mini santé par l'Entreprise en charge des travaux	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines contre les IST, le VIH/SIDA et les grossesses non désirées	2 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	12 000 000
Sensibilisation de la main d'œuvre et des populations locales à l'hygiène alimentaire	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 000 000
Sensibilisation de la main d'œuvre et des populations locales sur la fièvre hémorragique, à savoir le virus EBOLA	600 000	600 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	3 600 000
Sensibilisation des populations locales y compris surtout les coutumiers sur les risques de l'excision, du mariage forcé et de la non scolarisation des enfants, surtout des filles	600 000	600 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	300 000	3 600 000
Distribution de préservatifs au personnel de chantier	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	150 000	1 500 000
Dotation de la main d'œuvre d'équipements de protection individuelle (chaussures de sécurité, gants, masques anti-poussières, gilet, etc.) conformes aux spécifications standards sur le plan international et l'inciter à les utiliser	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Assurer la surveillance médicale de la main d'œuvre	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Mise à la disposition du personnel du chantier des moustiquaires et les inciter à les utiliser afin d'éviter le paludisme dû aux piqures de moustiques	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	2 000 000
Aménagement de toilettes pour le personnel de chantier tout en les incitant à les utiliser et à les maintenir dans des conditions d'hygiène acceptables	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Mise en place d'un plan adéquat de circulation par l'entreprise, prenant en compte la facilitation de l'accès des populations riveraine à leurs domiciles et celui des travailleurs à leurs services notamment l'école primaire de Dakar Sinho	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Sensibilisation du personnel de chantier et des populations riveraines du tronçon de route au respect des consignes de sécurité routière	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 000 000
Signalisation adéquate du chantier (panneaux, balises, rubans fluorescents), visible de jour comme de nuit, de la base et du parking de chantier, des sorties de zones d'emprunt et des carrières	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Marquage des obstacles et excavations par des périmètres de sécurité (panneaux et/ou des rubans fluorescents très visibles de jour comme de nuit)	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Couvrir dans la mesure du possible les éventuels caniveaux réalisés à la traversée de zones habitées et très proches d'habitations riveraines afin d'éviter d'éventuels accidents (chutes, surtout des enfants)	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Interdiction et contrôle du personnel pour éviter le travail sous l'emprise d'alcool ou/et de drogue	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Équipement de la base de chantier, des aires de dépôt d'hydrocarbures et des garages de mesures sécuritaires (extincteurs, citernes d'eau, sable, etc.)	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Limitation de la vitesse des engins et véhicules à 30 km/h sur le chantier et les voies de déviations, à 40 km/h à la traversée des agglomérations et 80 km/h en rase campagne lors de l'exploitation des sites d'emprunt de matériaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Information et affichage des opportunités d'emplois au niveau du Chef lieu du Secteur Administratif et des localités concernés par le projet	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Privilégier la main d'œuvre locale en particulier pour les emplois non qualifiés avec une place de choix pour les femmes en ce qui concerne les tâches moins pénibles (restauration, approvisionnement en eau potable du personnel des chantiers, etc.) tout en respectant la législation Bissau guinéenne en matière de travail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Mesures à mettre en œuvre	Coûts des mesures par localité traversée par le tronçon de route										
	Ga-Duru	Ga-Dembele	Balana	Dakar Sinho	Tchangue Jaia	Boela 1	Boela 2	Dagala	Tchaimara	Mampata	Coût total mesures
Sensibilisation du personnel de chantier au respect des us et coutumes locaux	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	100 000	1 000 000
Sensibilisation des populations locales sur les risques de dépravations des mœurs dues aux nouveaux comportements à travers le brassage de populations	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	4 000 000
Réalisation de sacrifice pour le bon déroulement des travaux notamment à Ga-Duru, Ga-Dembele et Balana	1 200 000	1 200 000	1 200 000	-	-	-	-	-	-	-	3 600 000
Évitement de la profanation de sites culturels (lieux de cultes, tombe) et de dépravations de mœurs de populations locales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Arrêt temporaire des travaux et information de la DGIT sur toute découverte de vestiges d'intérêt culturel ou archéologique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sensibilisation des populations locales à la scolarisation des enfants, aux risques de l'excision, du mariage forcé, aux grossesses non désirées et précoces	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	4 000 000
Mise en place d'un programme d'entretien courant et périodique du tronçon de route aménagé afin de les pérenniser	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM	PM
Réalisation d'une clôture pour l'école primaire de Dakar Sinho afin de sécuriser les élèves et les enseignants (300 mL)	-	-	-	15 000 000	-	-	-	-	-	-	15 000 000
Réalisation de 10 forages dans les localités de Mampata, Tchaimara, Boela 1, Boela 2, Dagala, Tchangue Yaia, Dakar Sinho, Balana, Ga-Dembele et Ga-Duru, soit un forage dans chaque localité traversée	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	10 000 000	100 000 000
Enlèvement des matériaux excédentaires et des épaves d'engins	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en place d'une signalisation adéquate du tronçon de route et des carrefours aménagés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Mise en place de ralentisseurs y compris les signalisations aux entrées des localités traversées	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	10 000 000
Signalisation des couloirs de passages du bétail par des panneaux	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000	4 000 000
Interdiction de l'occupation anarchique des abords immédiats du tronçon de la route aménagé par des installations commerciales qui pourraient perturber la circulation et provoquer des accidents	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Construction d'une école dans le village	PM	PM	PM		PM	PM	PM	PM	PM		PM
Aménagement d'un terrain de football pour les jeunes y compris le matériel	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	4 500 000
Construction d'un centre de santé	PM	PM	PM	PM							PM
Construction d'un marché (Lieu de vente de condiments et de produits agricoles)	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	5 000 000	50 000 000
Acquisition de décortiqueuses de riz pour les femmes	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-	-	6 000 000
Construction d'un magasin de stockage de produits	-	3 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	3 000 000
Construction d'une maison de la femme	-	5 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	5 000 000
Acquisition d'une ambulance pour faciliter les évacuations sanitaires		PM									PM
Acquisition d'une presse à huile de palme	-	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1 500 000
Acquisition d'une presse à huile à manioc	-	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	-	1 500 000
Formation des femmes dans le domaine de la couture	2 000 000	2 000 000	2 000 000	-	-	-	-	-	-	-	6 000 000
Construction d'un centre de formation des jeunes sur les nouvelles technologies	-	7 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	7 000 000
Construction d'un centre culturel	-	7 000 000	-	-	-	-	-	-	-	-	7 000 000
Aménagement de bas-fonds pour la production agricole des populations locales		PM									PM
Construction d'une mosquée		PM									PM
Acquisition d'un moulin à grain	-	-	1 500 000	-	-	-	-	-	-	-	1 500 000
Programme de surveillance environnementale et sociale	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	15 000 000
Programme de suivi environnemental et social	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000	10 000 000
Coût total du PGES par localité traversée	184 406 256	186 742 118	104 779 347	103 329 971	66 785 796	51 415 000	75 620 078	71 850 300	49 779 200	49 845 000	944 553 066

V. CONCLUSION

133. Le présent Volume III traitant du PGES, après avoir rappelé les impacts et les risques environnementaux et sociaux analysés dans le Volume II a proposé des mesures de prévention, d'atténuation, de suppression des impacts et risques négatifs et d'optimisation des impacts positifs de même qu'un programme de surveillance et de suivi. Les coûts des mesures environnementales et sociales ont aussi été évalués.

134. Il est recommandé que l'exécution des mesures proposées dans le PGES soit effective. La plupart des mesures proposées dans ce plan sont du ressort de l'entreprise. D'autres mesures sont de la responsabilité du Maître d'Ouvrage. En outre, l'entreprise est astreinte au respect du Cahier des Clauses Environnementales et Sociales applicables aux travaux inséré en annexe 3 du présent rapport.

135. Il est suggéré que l'approche participative soit privilégiée lors de la mise en œuvre du projet afin qu'il s'insère de façon harmonieuse dans son environnement. Aussi, sera-t-il nécessaire que le Maître d'Ouvrage prenne toutes les dispositions nécessaires afin de se conformer aux dispositions réglementaires et faciliter l'exécution des travaux.

136. Le coût total des mesures environnementales et sociales des travaux de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo, s'élève à **neuf cent quarante-quatre millions cinq cent cinquante-trois mille soixante-six (944 553 066) FCFA**. Ce montant prend en compte :

- le coût total des mesures du PGES, évalué à **quatre cent trente-huit millions neuf cent mille (438 900 000) FCFA** ;
- le coût indicatif de mise en œuvre du PSR estimé à **cinq cent cinq millions six cent cinquante-trois mille soixante-six (505 653 066) FCFA**.

VI. RÉFÉRENCES ET CONTACTS

Références

MI/DGIT/Groupement GETECS/BETRAP-SARL, 2016. Volume 7 : rapport d'étude d'impact environnemental & social/Étude technico-économique détaillée, d'impact environnemental et social et d'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) pour l'aménagement et le bitumage de 145 km de routes en terre en Guinée Bissau, 123 p.

MTPCU/Louis Berger S.AS, 2004. Rapport d'étude d'impact sur l'environnemental/Rapport définitif Avant Projet Détaillé, 89 p + annexes.

Contacts

- 1) Luis Miguel DA SILVA MALÛ : Directeur Général des Infrastructures de Transport : +245 955 201 298
- 2) Pédro IALA : Chef de projet DGIT : +245 955 25 44 00
- 3) Vania D'ALMEIDA : Assistante Sociale et Environnementale/DGIT : 245 955 544 747
- 4) Mario BIAGUE : Directeur Général AAAC : +245 663 54 94
- 5) Luis Carlos DIARI : Directeur Technique/DGIT :

VII. ANNEXES

Annexe 1 : Appui à la consolidation du Système de Aires Protégées de la Guinée-Bissau/Atténuation des impacts de la route de Boké-Québo dans les aires protégées terrestres

Annexe 2 : Procès-verbaux des séances d'informations et de consultations publiques

Annexe 3: Cahier des Clauses Environnementales et Sociales applicables pendant les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km)

ANNEXE 1 :

Appui à la consolidation du Système de Aires Protégées de la Guinée-Bissau/Atténuation des impacts de la route de Boké-Québo dans les aires protégées terrestres

IDÉE DE PROJET

Nom du demandeur:	Instituto da Biodiversidade e das Áreas Protegidas, IBAP
Nationalité du demandeur et date d'établissement :	Guiné Bissau
Statut juridique:	Institution publique à autonomie administrative, financière et patrimoniale
Adresse postale:	Avenida Dom Settimio Arturo Ferrazzetta Caixa Postal 70 Bissau República da Guiné-Bissau
Numéro de téléphone: Indicatif Pays + Indicatif Ville + numéro	Tel: 00245 96608482 / 955803849
Personne de contact pour cette action:	Justino Biai
Adresse e-mail de la personne de contact:	justinobiai.ibap@iucn.org
Site Internet de l'organisation:	Ibap-gb.org

Idée de Projet

Appui a la Consolidation du Système de Aires Protégées de la Guinée-Bissau

Atténuation des impacts de la route de Boké-Quêbo dans les aires protégées terrestres

I. INTRODUCTION

La Guinée-Bissau est un petit pays qui se trouve dans la partie côtière de l'Afrique Occidentale, elle se trouve entre la zone de transition sahélienne et le domaine forestier guinéo-congolaise. Elle dispose d'une grande variété et spécificités d'écosystèmes, dans lequel on peut distinguer les écosystèmes plus arides de L'Afrique Subaérienne, les forêts humides de la Guinée.

La route Boké-Quêbo a construire, aura comme zone d'influence les complexes des aires protégée du sud-est de la Guinée-Bissau, que couvre une superficie d'environ 621 323 ha et comprend les unités de conservation du complexe DBT (Parc National de Dulombi avec 98 951 ha, le Parc National de Boé avec 95 280 ha, le Corridor Écologique de Tchetché avec 33 604 ha , le Corridor Écologique de Cuntabane-Quêbo avec 55 003 ha et le Corridor Écologique Salifo-Xitole avec 36 162 ha), totalisant 319 000 ha, le parc naturel de la Cufada (avec 89 000 ha) et le parc national de Cantanhéz (avec environ 105 767 ha). La route traversera le Corridor Écologique de Cuntabane-Quêbo e le Parc National de Cantanhéz, en provoquant certaines impacts que devront être prise en compte par des mesures d'atténuation renforcée.

La zone est composée par une variété d'habitats et paysages (savanes herbacées, savanes des forêts denses et ouvertes, des galeries de forêt, fragments de forêts subhumides et habitats aquatiques très riches en plantes et en animaux. Des études confirment la présence de grandes d'espèces de faune caractéristiques de l'Afrique Occidentale qui migrent périodiquement entre les zones des savanes et les zones du forêt, entre l'intérieur continental et les zones plus humides de la côte.

Ce système avec des parcs et des corridors reflètent la nouvelle génération des aires protégées. Les corridors assurent une majeure connectivité entre les parcs tout en conservant les habitats et zones critiques très essentielles a la migration transfrontalière de la grande faune terrestre caractéristiques de l'Afrique Occidentale et en spéciale celles qui migrent entre les frontières de la Guinée-Bissau, la République de la Guinée Conakry et le Sénégal.

Le processus de consolidation de ces parcs e corridor créés *ad jure* récemment sont en cour, il est destiné à la conservation de l'exceptionnel biodiversité existante dans le bassin versant du fleuve Corubal, Cacine et Balana (Tombali), et Cumbidja plus spécifiquement. Ce processus de consolidation ira permettre l'implémentation des principaux axes de la Stratégie National des Aires Protégées et la conservation de la biodiversité, soit il permettra:

Renforcer la capacité institutionnel et financière de L'IBAP pour la gestion du Système National des Aires Protégées ;

- 1er. Améliorer la gestion et la représentativité des aires protégées, promouvoir le développement communautaire, la cogestion et les partenariats;
- 2e. Améliorer la connaissance de la biodiversité, des processus écologiques et leur utilisation par les hommes.

Ce processus est mené en concordance avec la Stratégie et le Plan d'Action National pour la Biodiversité, le Programme d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques, le Document de

la Stratégie National de Réduction de la pauvreté et les directrices environnementales et les différents secteurs de développement.

Pour ce projet de construction de route il s'avère nécessaire l'amélioration des connaissances écologiques et le renforcement des instruments principaux de la gestion de ces aires protégées, soit la Loi-cadre des aires protégées, les plans de zonage, les plans de gestion, les règles de procédure et les plans d'affaires. Ça permettra réassemblage des conditions humaines, matérielles et financières afin d'avoir un bon fonctionnement efficace et participatif de structures de gestion de ces unités de conservation, bien comme améliorer le niveau de provision des services de l'écosystème. À travers la conservation des habitats forestiers il y aura un effet positif dans la conservation de la faune, du sol, dans la reconstruction de la nappe phréatique et dans la manutention de la fondation des petites rivières et en général et dans l'accueil de l'eau dans toute l'extension du bassin des différents fleuves d'eau douce que traversent la zone.

À travers le développement des initiatives environnementales locaux le projet ira promouvoir des partenariats publico-privées impliquant les communautés rurales, les acteurs et intervenants de l'état non-gouvernementaux locaux, dans la perspective de diagnostiquer, planifier et mettre en œuvre les actions communautaires pour la réalisation des objectifs du Développement Durable, à savoir: (1), Appui à l'éradication de la pauvreté, réduction de ces effets négatifs sur le cycle de reproduction des ressources naturels et améliorer les conditions de vie, le niveau de sécurité alimentaire et énergétique; (2) Garantir la durabilité et la résilience de l'environnement à travers la conservation de la biodiversité et des processus biologiques et établir un partenariat pour le développement durable avec des effets positifs dans l'atténuation des problèmes globaux, à savoir: les changements climatiques, à travers l'augmentation du séquestre de carbone et dans l'appui à la capacité de résilience et d'adaptation des populations locales aux effets des changements climatiques et dans le renforcement de la résilience des systèmes sociaux et naturels et dans l'adoption des mécanismes de gouvernance plus adaptés à la gestion durable des ressources naturels en tenant en compte de façon générale les impacts que seront causés par la construction de la route Boké-Quêbo.

La plus-value de ce projet est le fait de que on reprenne les anciens travaux destinés à la création des aires protégées transfrontalières avec les pays voisins en spéciale avec la République de la Guinée.

II. LES BENEFICIAIRES

La philosophie de création des Aires Protégées en Guinée-Bissau ne exclu pas la présence de la population à l'intérieur. Car les bénéficiaires finales de cette action est la population locale qui dépend beaucoup de ces espaces et des ressources existantes dans la zone d'intervention du projet.

Avec les AP's (Aires Protégées) la capacité des institutions traditionnels augmente en ce qui concerne la gestion des espaces et des ressources locaux et en faire face aux pressions qui viennent de l'extérieur. La conservation assurera, dans des bases durables les ressources pour la subsistance et pour le développement de ces activités économiques, à travers d'un processus de planification participatif des espaces et de l'utilisation durable des ressources. Le plan de zonage, pierre angulaire de la gestion d'une aire protégée, cherche à concilier le développement et la conservation. A été précédé d'un long processus de négociation soutenue par des actions de recherche destinés à une meilleure connaissance des écosystèmes, les ressources, les zones critiques et l'utilisation socioéconomique et culturel de la par des populations locales.

La population à travers leurs représentants, sera impliquée dans la gouvernance des aires en question à travers de structures de gestion existantes par chaque parc en particulier, notamment les assemblés, les comités de gestion et dans les processus de suivi et fiscalisation (patrouille) participatifs, entre autres.

Plusieurs groupes socioprofessionnels (horticultrices, charbonnier, chasseurs, apiculteurs, guérisseurs, etc.) ces qui utilisent le sol, les produits forestière non ligneuse bénéficieront de façon directe ou indirecte de ce projet. Seront recherchés des alternatives de compensation pour les restrictions, pertes de bénéfices et les coûts d'opportunité provoqués pour la construction de cette nouvelle route. Chaque un de

ces groupes bénéficiera des actions spécifiques d'autonomisation et de capacitation de sorte que dans le futur, de façon autonome ils puissent établir des partenariats et développer leurs activités de façon durable et élargir leurs bases de revenus.

L'IBAP sortira de la même façon plus fort comme institution responsable pour la gestion du SNAP et la biodiversité. Le projet doit soutenir dans ces différents aspects de la gestion des aires protégées à l'exemple de la lutte contre le braconnage, des infrastructures et des équipements.

III. DISCRIPTION DES ACTIONS

Le processus d'implantation du projet sera conduit par l'IBAP qui est l'institution responsable pour la conservation de la biodiversité et la gestion du Système National des Aires Protégées (SNAP) dans la république de la Guinée-Bissau, avec la participation de la communauté, association, groupes d'intérêt et le partenaires de l'état ou pas.

Dans ce processus d'implantation on doit distinguer d'une façon très synthétique les activités suivantes :

Les activités de renforcement de capacité institutionnel et d'amélioration des instruments de gestion: L'IBAP sera renforcé, au niveau des unités de conservation on assurera l'implantation effective des principaux instruments de gestion, à savoir la loi-cadre des AP's, le plan de zonage et de gestion, les règlements interne et les décision que seront prise par les structures de gestion sur la base d'une consultation très élargie. Le projet assurera le fonctionnement effectif des structures de gestion à travers la création des conditions humaines, matériels, infrastructurels et financières.

Le projet assurera les couts de transaction afin que le processus de participation des communautés locaux soit complet, participatif et avec un bon niveau de communication et d'information. Ce dernier processus doit conduire à l'adoption d'instruments juridiques légaux et de planification (comme instrument de synthèse).

Des activités pour améliorer la connaissance de la zone d'intervention: des actions de recherche seront mises en œuvre dans le sens d'augmenter la connaissance de la zone et apprendre les processus sociaux et écologiques. L'information et la communication des résultats de ces actions justifiera le processus de la prise de décision et servira de base pour le développement des actions pilotes alternatives de gestion, de conservation et de développement durable. Cette connaissance permettra discerner les menaces immédiates des habitats et des ressources de la zone d'intervention de façon à pouvoir orienter et adapter les mesures nécessaires pour leur résolution.

Abordage participative, renforcement de la capacité de gestion des acteurs clés et le développement communautaire: dans cette perspective l'expérience de l'IBAP, du Fond des initiatives environnementaux locales, comme connaissance et le savoir faire traditionnelle sera valorisé, dans la perspective de légitimation, d'apprentissage mutuel, d'autonomisation, de capacitation, responsabilisation et adoption de bonnes pratiques, valorisation du savoir traditionnel et le consensus au tours des actions, décisions et procédures à mettre en œuvre.

Il y aura des formations par de groupes d'intérêts spécifiques, impliquant aussi le transfert du savoir faire, technologie, connaissance, etc, doit être développé.

Des actions pilotes et alternatifs durables seront implémentés dans la perspective d'amélioration des conditions de vie, croissance des revenus, sécurité alimentaire, etc.

De souligner que l'IBAP a de l'expérience dans l'exécution de petits projets de développement communautaire, notamment à travers de son département spécialisé, exemple du Département de développement communautaire durable, le Département de l'écotourisme, le Département des espèces et habitats et le Département de communication.

Ces activités seront suivies par le département de planification, suivi et évaluation qui a entre autres, des procédures pour surveiller, suivre et évaluer de façon régulière toutes les activités développés par l'IBAP. Aussi important est le fait que l'IBAP dispose de partenaire techniques nationales et internationales reconnus, avec lesquelles il vient à développer des actions de qualité, avec grands impacts et succès.

Estimation des Coûts

A. IBAP Siege;

Nécessite global					A couvrir dans le cadre de la roue Boké-Quêbo		
Nº	Description	Valeur unitaire (en US\$)	Quantité	Valeur total (en US\$)	Quantité	Valeur total (en US\$)	Observation
1	Expansion, réparation et maintenance du siège de l'IBAP	200.000,00	1	200.000,00	0		
2	Appui au fonctionnement (salaire, carburant, électricité, net, etc.)	200.000,00	3	600.000,00	0,2	40.000,00	
3	Acquisition de moyens de transport (cabine Double LandCruiser) et maintenance	55.000,00	2	110.000,00	0		
4	Équipement et fonctionnement du laboratoire SIG	75.000,00	2	150.000,00	0,4	30.000,00	
5	Système de communication IBAP/SNAP	5.000,00	19	95.000,00	0		
	Sous-total A			1.155.000,00		70.000,00	

C. Infra-estruturação e equipamentos principais - Zona de intervenção do projecto

1	Siège des parcs nationaux	250.000,00	2	500.000,00			
2	Postes de garde	75.000,00	16	1.200.000,00	4	300.000,00	Postos: Sintchã sambel, Guiledje, Balana, Quebo
3	Ouverture de pistes pour le combat aux d'incendies	1.000,00	450	450.000,00			Pour éviter le feux de bruce
4	Implantation de repères géodésiques et de signalisation pour la définition des limites et des zones d'aires protégées	1.000,00	585	585.000,00	100	100.000,00	Pour l'identification des limites extérieur et zones a la intérieur des unités de conservation
5	Acquisition et maintenance de Land-cruiser	55.000,00	4	220.000,00	1	55.000,00	Voiture pour l'appui logistique aux parques
6	Motos et entretien Motos et entretien	6.000,00	35	210.000,00	15	90.000,00	Motos pour l'actions de surveiance et patrouille

							corridor et parques (au long de la frontières)
7	Patrouille et surveillance	5.000,00	57	285.000,00	40	200.000,00	Action de surveillance des équipes mixtes (Garde-parcs, GN, service forestier, etc.)
8	Éducation, communication et sensibilisation	7.500,00	57	427.500,00	20	150.000,00	Action de communication aux niveaux locaux, concertation, programme radio et élaboration des instruments de communication
9	Rencontre et négociation de création de parcs transfrontaliers (harmonisation des interventions et création d'AP transfrontalières)	200.000,00	2	400.000,00	1	200.000,00	Reprendre et dynamiser le processus AGIR
10	Appui au développement communautaire (eau, santé, bonnes pratiques, extension et valorisation de la biodiversité)	600.000,00	3	1.800.000,00	0,5	300.000,00	Mesure de compensation aux communautés locales
11	Création de pépinières et reboisement et réhabilitation de zones dégradées	200.000,00	3	600.000,00	0,5	100.000,00	Reforestation des zones dégradées
12	Études et inventaires (forêt et faune)	175.000,00	2	350.000,00	0,5	87.500,00	Mesures de suivi (basées sur certains indicateurs)
	Total parcial B			7.027.500,00		1.582.500,00	
				TOTAL GERAL	8.182.500,00	1.652.500,00	

Anexe I. : Superficie et la zone de création des unités de Conservation du Système des Aires Protégées Terrestres

Aire Protégée	Superficie (ha)	Superficie (km ²)	% territoire	Année de creation
Parc Naturel des Lagunes de Cufada	89.000	890	2,5	1997
Parc National de Castanhéz	105.767	1.057,67	2,90	2008
Parc National de Boé	105.373	1.053,70	2,92	2017
Parc National de Dulombi	160.096	1.601,00	4,43	2017
Corridor de Tchetché	49.922	499,20	1,38	2017
Corridor Salifo-Xitole	36.162	361,2	1	2017
Corridor de Cuntabane-Quebo	55.003	550,00	1,52	2017
Total	601.323	6.012,77	16,65	

ANNEXE 2 :
Procès-verbaux des séances d'informations et de consultations publiques

Procès verbal de Consultation des populations
de la localité de Ga-duru dans le cadre
de l'actualisation de ~~proj~~ l'Etude d'Impact
Environnemental et Social du projet d'aménagement
de la route Boké-Quebo.

N° 01

L'an deux mille dix-huit et le jeudi vingt et
neuf mars s'est tenue dans la localité de
Ga-duru la consultation des populations dans
le cadre du projet ci-dessus cité.

Etaient présents (Conférez liste de présence)

Après les salutations d'usage, l'Environnementaliste
a procédé à la présentation sommaire du projet
aux participants, à savoir les emprises, les impacts
potentiels positifs et négatifs, les mesures qui seront
proposées pour compenser, réduire les impacts.
Par la suite, il a expliqué la procédure qui
sera utilisée pour faire le recensement des biens
qui seront impacts.

La parole a ensuite été aux participants pour
exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le
projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

- La population souhaite la construction d'une école
dans le village car l'école la plus proche est à
environ 2km du village

- La population souhaite également la réalisation d'un
terrain de foot-ball

- La construction d'un centre de santé est aussi nécessaire car n'ayant pas de centre de Santé 02 dans la zone, elles sont obligées de consulter à Quereba.
- Souhait de construire un marché ;
- Les femmes demandent la réalisation de forage car le village n'en a pas.
- Il est strictement interdit aux étrangers d'encercler les femmes de la localité,
- Il est aussi strictement interdit aux étrangers de la localité de frapper un enfant,
- Pour finir, la population souhaite l'indemnisation et la réinstallation des personnes et leurs biens affectés.
- Par ailleurs, les jeunes du village souhaitent des accompagnements en tenue de sport, chaussures pour leur football.
- Le souhait du recensement de la main d'œuvre locale pour les travaux.
- Les femmes souhaitent avoir des déshiquettes pour le riz ;

Débutée à 11h10mn, la séance a pris fin à 13h03mn

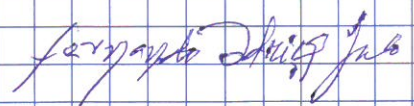
Ont signé :

Le Président de séance



Amadou CANABA

Le Secrétaire de séance



Driéba Djalo

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultations publiques NGA-Duou

DATE : 29-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	Amadi Camata	Leveador				
02	Hamadi Mané	Mecanicien		95.5731417		
03	Hamadee Djalo	Conducutor		95.5321833		
04	Amadee Camata	Leveador		95.5924198		
05	Samba Momo Mané	Conducutor		95.5238979		
06	Sadio Guede	Conducutor		95.5443666		
07	Laminé Sané	Conducutor		95.5136176		
08	Lixi Couara	Leveador		95.5804877		
09	Amadee Toké	Leveador		95.5283360		
10	Braina Ojalo	Conducutor		95.5225642		
11	Hamadee Djiguile	Leveador		95.5769134		
12	Hamadee Mee Barry	Leveador				

N° Gauduwa

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
1	Uzi Bala Dfalo		17 Sairu Turo		33 Boraima Camara	
2	Mazi Sadio Cointe		18 Fati Camara		34 Sana Camara	
3	Salmana Balde		19 Alba Dfalo		35 Amadu Bala Cuiate	
4	Mamata Bangura	955125648	20 Sira Dfalo		36 Balar Turo	
5	Adama Bari		21 Lumba Balde		37 Aissa Cuiate	
6	Taibo Balde		22 Aissatu Mame		38 Fati Dfalo	
7	Alsaime Balde	955784373	23 Hadiatu Mame		39 Laba Camara	
8	Samba Balde		24 Lumba Mame		40 Sore Culubali	
9	Gale Cuiate		25 Adama Bari		41 Ramatu SO	
10	Musa Dfalo		26 Lobe Culubali		42 Sairu Dfalo	
11	Sordfo Cuiate		27 Um-Mo Camara		43 Sira Dfalo	
12	Boraima Balde	955621674	28 Aissatu Camara		44 Djenabo Mame	
13	Umaro Dfalo		29 Dfiba Dfalo		45 Ham-Mode Mame	
14	Salai Camara		30 Lumba Camara		46 Ramatu Mame	
15	Sandra Umou Mame		31 Camdeira Dfalo		47 Ussai Camara	
16	Iaio Camara		32 Boraima Dfalo		48 Mamadu Sima	

Localité de N Ga-Dum

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	Anha Djoko	Surveiller		95 536 8021		
14	Ala Vante	-u-				
15	Dacoda Djoko	Surveiller		95 551 6114		
16	Heminata Sane	-u-		?		
17	Dubaer Kopubali	-u-		?		
18	Lufai Baldi	Conducteur		96-6352814		
19	Bai Kopubali	Surveiller		95 519 190946		
20	Lafie Pama	Surveiller		?		
21	Gendou Pama	Officier		95 537 2849		
22	Hama Pama			95 532 1833		

N'gaderer

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
50	Djenabo Balde					
51	Salim Dfalo				66 Umaro Dfalo	
52	Manasalin Dfalo					
53	Iancuba mané	955702917				
54	Salamato Balde					
55	Aissatu Balde					
56	Adubai Dfalo					
57	Abasane Sone					
58	Dfabuba mané					
59	Amaru wizi Dfalo					
60	Iabirina Dfalo					
61	Hawa Balde					
62	Fatu Dfalo					
63	Ioua Dfalo					
64	Mariam Dfalo mané					
65	Amaru Cuate					

Procès Verbal de Consultation des populations de la localité Gã Dembel dans le cadre de l'Étude N° 03 l'actualisation de l'Étude d'Impact Environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Bakel - Quebo

L'an deux mille dix huit et le vendredi trente mars s'est tenue dans la localité de Gã Dembel, la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci-dessus cité.

Étaient présents à cette rencontre (Conferé liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, l'équipe de l'Environnementaliste a procédé à la présentation sommaire du projet aux participants, à savoir les emprises concernées, les impacts potentiels positifs et négatifs du projet, les mesures qui seront proposées pour compenser, réduire les impacts. Ensuite, il a expliqué qui sera utilisée pour faire l'identification et le recensement des biens qui seront impactés.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet puisse s'intégrer de façon harmonieuse dans son milieu.

- les populations sont très content et espèrent vraiment voir le projet se réaliser car il y a longtemps qu'ils attendent cela.

- les femmes souhaitent l'aménagement d'un marché,

et l'acquisition de décorhiqueuses de xig. Elles
pourraient également la construction d'un No 04
magasin de stockage de leurs marchandises et
faciliter les ventes.

- les femmes pourraient également la construction et
l'aménagement d'un centre de santé car il n'y en a
pas dans leur localité et les consultations les envoient
jusqu'à Quebo au Bureau.

- Les femmes voudraient également acquérir, avoir des
machines à presse de l'huile de palm et machines
à presse du manioc.

En rappel, dans la localité de Gardembé les femmes
sont organisées en groupement appelé "Aide moi dje
l'aide" en français et "Walam Hi Wale" en langue locale.

- les femmes pourraient également la construction d'une
"maison des femmes", la réalisation de pirogues,
l'acquisition d'une ambulance pour faciliter les
évacuations sanitaires;

- les femmes de la localité voudraient être formées dans le
domaine de la couture.

- Faciliter le recrutement de la main d'œuvre locale
pour les travaux;

- la population pourrait la construction d'un centre de
formation pour les jeunes (nouvelle technologie)

- l'aménagement des bas-fonds ($\approx 100ha$) pour leur
permettre de mieux travailler.

- l'aménagement d'un terrain de foot-ball et d'un
centre culturel

- Les populations demandent l'indemnisation des biens
impactés ainsi que la réinstallation des personnes affectées 05

- Il est strictement interdit au personnel de chantier de
caustiquer les femmes de la localité.

Débutée à 9h38 mn, la séance a pris fin à 11h15 mn
après les remerciements et salutations des chefs de village.

Le Président de Séance

~~Amadou Balde~~

Amadou BALDE

Le Secrétaire de séance

~~Driga Djalo~~
Driga Djalo

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultation publique de Gardembel

DATE : 30-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	IBRAHIMA BA			95548018		
02	IÈRO JUMA CULUBALI			955461005		
03	Calijuma Queita			955553761		
04	MANOUBOI BARI			955429388		
05	MAHMAN CAMARA			955756276		
06	SÉRIFO COLUBALI			955436080		
07	BUBACAR CAMARA			955626899		
08	BRADIMA BARI			956169751		
09	SACALISA CAMARA			9555567994		
10	ALSENZE CAMARA			955134397		
11	DJANURY DJALLO			955367174		
12	MAMADIA BALLO DJALLO			955433575		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	MARLIDO BÉ			95 5138334		
14	SAÏON SIDIBÉ			95 560879		
15	MARMASSALIE DJALÉ			95 5452875		
16	URI KUËNDA CAMARA			95 5864520		
17	MAMABE DJABI DJALÉ			95 5382228		
18	BRIMA BALDÉ			95 6261017		
19	LUNUSSA CAMARA			95 5290552		
20	MAMADO DJUMA DJALÉ			95 5161244		
21	SAÏUMA DJALÉ			95 5573754		
22	BRIMA DJALÉ			95 5487369		
23	DOUMINGO N'HA GA			95 5879516		
24	DIANE KARA			95 5279865		
25	MAMABE DJALÉ			95 5297002		
26	TALA URI DJALÉ			95 5539927		
27	ALUA OUSMANA			95 5414081		
28	MARIMA CAMARA			95 5434691		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	URIBEL Bnde			95.5212758		
30	SIPICO SANÈ			96.6441735		
31	UMO AWA COLUBALI			95.6433262		
32	SIRI DJALO			95.5715822		
33	MARIA MELE			95.6245201		
34	SAMUËL SANHA			96.643.0994		
35	MARIA JALO			95.5406042		
36	BINTA BÈ			95.595.1161		
37	DALANDA CAMARA			95.5898168		
38	MARIAMA DJALO			95.5419688		
39	Fatoumata JALO			95.6297989		
40	SIRA DJALO 2e			95.5539920		
41	Bebe Oumbè			95.613461		
42	BACAR SANÈ			95.5134231		
43	MAMH SEITA			95.6280672		
44	GAËO SEITA			95.5621537		

Ga-dern bel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
45	Mamadou Sylla	cultivateur				
46	Sayon Sidibé	Blacé		955 08 79		
47	Mamadou Salieu Diallo	Cultivateur		545 28 75		
48	Ibourahima Balde	Tahies		626-1017		
49	Lamarana Bah	Karamoko		527 80 52		
50	Ibrahima Baldé	Cultivateur		646 97 51		
51	Aboubacar Keïta	Forçeron		536-70 80		
52	Dian Oury Diakho	Cultivateur		545-4843		
53	Gahla nampah	cultivateur		544-4805		
54	Mamadou Kouyate	Cultivateur		571-58-04		
55	Mamadou Dioumba bah	cultivateur		575 62-51		
56	Ibourahima Diakho	cultivateur		548-7369		
57	Aboubacar Camara	cultivateur		562.6899		
58	Al-Ssémé Diakho	cultivateur		545 96-73		
59	Mamadou Salieu Touré	cultivateur		521 29-72		
60	Kadiatou Diakho	cultivateur		545-8272		

Ga-dembel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
61	enSSomané diallo	Cultivateur		617 33-44		122
62	Sira diallo	Cultivateur		547 4115		122
63	Bangaly Bah	Cultivateur		604-8896		122
64	Samba Tonébohy	Cultivateur		5556482		122
65	Fatoumata Camara	Cultivateur		628 13 16		122
66	Lamarama Camara	Cultivateur		541 4474		122
67	Sakumatoru mané	Cultivateur		529 8782		122
68	Zénabou diallo	Cultivateur				4
69	Zénabou Coulobali	Cultivateur				X
70	Mariama Coulobali	Cultivateur		527 9865		X
71	Latanda Camara	Cultivateur				122
72	Adoumarané Touré	Cultivateur		559 2146		122
73	Aïssatou Bello diallo	Cultivateur		588 6496		122
74	oumé hama barry	Cultivateur				122
75	Fatoumata Touré	Cultivateur		540 1827		122
76	Mariama Barry	Cultivateur		562 5468		122

Gadambel

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
77	Fatoumata Djoude Touré	cultivateur		521 27 63		Fit
78	Salumateu Touré	cultivateur		559 67 28		Fit
79	Adama Wouy Bah	cultivateur		513 37 20		Fit
80	Fatoumata Bintou mari	cultivateur		517 05 66		Fit
81	Amadou dialla	cultivateur		599-7012		Fit
82	Diouma dialla	cultivateur		516-7244		Fit
83	Sumama djopou	cultivateur		535-1937		Fit
84	Mamadou diabodialla	cultivateur		530-1677		Fit
85	Mamadou pt pathe	Cultivateur		535 30 12		Fit
86	Aboubacar dialla	Cultivateur		542-6563		Fit
87	yeno diabo mara	Cultivateur		545-8408		Fit
88	Dian Wouy dialla	Cultivateur		592-7503		Fit
89	Aboubacar mara	Cultivateur		513-3720		Fit

Procès Verbal de consultation de la population de la localité de Balanne dans le cadre No 06 de l'actualisation de l'étude d'impact environnemental et social du projet d'aménagement du tronçon Boké - Québo (23km).

L'an deux mille dix huit et le samedi trent et un mars s'est tenue dans la localité de Balanne la consultation publique de la population dans le cadre du projet ci-dessus cité.

Etaient présents à cette consultation (cf. liste de présence)

Après les salutations d'usage et présentations, le responsable du village a pris la parole et a souhaité la bienvenue à l'équipe de l'environnementaliste. L'environnementaliste a ensuite procédé à la présentation sommaire du projet, les différents impacts négatifs et positifs du projet, les mesures qui seront proposées pour minimiser, réduire et compenser les impacts négatifs. Il a également procédé à l'explication de la procédure qui sera utilisée pour l'identification et le recensement des personnes et de leurs biens.

La parole a ensuite été donnée aux participants pour exposer leurs préoccupations et suggestions afin que le projet s'intègre de façon harmonieuse dans son milieu.

- les femmes souhaitent la construction d'une école car le village n'en a pas. Elles voudraient

également la construction d'une mosquée. Cependant elle souligne que l'école la plus proche est N° 07 environ 3km du village, ce qui rend la fréquentation difficile pour les petits enfants.

- Les femmes de la localité souhaitent également avoir des forages et surtout un centre de santé pour avoir accès aux soins facilement.

- Les populations voudraient également avoir un moulin à grain.

NB: les populations sont organisées en association nommée " A Associação dos Agricultores de Ponte Balana (A.F.P.B).

- Les jeunes de la localité souhaitent l'aménagement d'un terrain de foot-ball.

- Prévoir des formations en couture pour les femmes,

- Prévoir des formations pratiques dans le domaine de l'agriculture, le maraîchage, ...

- Prioriser le recrutement de la main-d'œuvre lors des travaux,

Debutée à 10h00, la séance a pris fin à 11h20mn. après les remerciements des participants. Ont signé:

Le président de séance

Le Secrétaire de séance

Alissavini Dialo
ALISSAVINI DJALO

Jorgepach Dialo
DJALO Driça

LISTE DE PRESENCE

OBJET : Consultation publique de la population de Balanna

DATE : 31-03-2018

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
01	ADUC DJALO			95.5311000		
02	SATTO TURE			95.5568479		
03	ASSAINE DJALO			95.5212903		
04	MADO BANGURA			95.5766065		
05	LAMBA BALOE			95.5865345		
06	MANGA JAWWURI DJALO			95.5281909		
07	TAKIBE BALOE			95.5224859		
08	ABUBACAR BALOE			95.5768752		
09	ABUHANÉ BA			95.5418835		
10	AMADOURI DJALO			95.6147413		
11	MAMADOURI DJALO					
12	SAYBA TRAÏ CARAYAT					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
13	AYADEJUMA CATARA			95 5621730		
14	DESAIRE SANE			95 5793586		
15	SADJO BANGURA			95.6065781		
16	SARAI CULUBALI			96 6045259		
17	ISSABEEL TCHUO			96 6853430		
18	MARIAMA DUESO SANE					
19	AIMATU DIALO					
20	SIRA TENEN DIALO					
21	CADJATU TURE					
22	ADAMATO CULUBALI					
23	TALUMATA CULUBALI			95.5930617		
24	AUA CANOE					
25	DOMINGAS DUADE					
26	AMINATA CULUBALI					
27	ADAMATULAI DIALO					
28	USBAI NETU BANGURA					

N°	NOM ET PRENOMS	TITRE/FONCTION	STRUCTURE	N° TELEPHONE	EMAIL	VISA
29	ADANA CULUBALI			955225748		
30	AISSATA DJI QUIATÉ					
31	SIRA CAMARA					
32	ADAMA TOURÉ					
33	QUINTA TORINTAKA					
34	DAN CRIMA					
35	CADJATU CAMARA			955948436		
36	MAMASSAMBA TOURÉ					
37	MAMADOU COO DJALO					
38	ANA BIDAN					
39	BINTUA INDJAY					
40	AMATU BARY					
41	BATOLI CANTÉ					
42	MARIAMA DJALO					
43	AISSATA DJI CULUBALI					
44	ASSIMIO BALOE			955908608		

ANNEXE 3 :

Cahier des Clauses Environnementales et Sociales applicables pendant les travaux de construction et de bitumage du tronçon de route Boké-Québo (23 km)

1. OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

1. Le présent document, qui constitue le Cahier des Clauses Environnementales et Sociales (CCES) des travaux de construction et de bitumage du tronçon de la route Boké-Québo (23 km), fait partie des pièces contractuelles.

2. OBLIGATIONS GÉNÉRALES

2. L'entreprise respectera et appliquera les lois et règlements sur l'environnement existant et en vigueur en République de la Guinée Bissau.

3. Dans l'organisation journalière de son chantier, elle prendra toutes les mesures appropriées en vue de minimiser les atteintes à l'environnement, en appliquant les prescriptions du contrat et veiller à ce que son personnel les respecte et les applique également.

3. DISPOSITIONS RELATIVES À L'INSTALLATION DU CHANTIER

3.1. Démarrage des travaux

4. Avant le démarrage effectif des travaux, la DGIT organisera une réunion afin de mettre tous les principaux Acteurs (AAAC, DGFF, IBAP, CSES, CSR, etc.) au même niveau d'informations par rapport au projet et son déroulement.

5. En outre, les Autorités et les représentants des populations locales doivent être informés de la consistance des travaux à réaliser, des itinéraires concernés et les emplacements susceptibles d'être affectés par ces derniers et de leur durée. Des précisions seront données sur les sensibilisations à mener et les modalités de dédommagement et de réinstallation de populations affectées par le projet.

3.2. Installation du chantier

6. L'entrepreneur proposera à la Mission de Contrôle le lieu de ses installations de chantier et présentera dans un délai d'un mois, à compter de la date de notification de démarrage des travaux, un plan de protection de l'environnement du site (PPES) dans un délai de 28 jours à compter de la date de commencement des travaux, comportant entre autres :

- ✓ un plan détaillé pour les installations de chantier (base-vie, centrale d'enrobage, poste de concassage, centrale à béton, etc.) et les sites d'extraction de matériaux,
- ✓ un plan de gestion des déchets solides et liquides du chantier (type de déchets prévus, mode de récolte, mode et lieu de stockage, mode et lieu d'élimination...) ;
- ✓ un plan de gestion de l'eau (mode et source d'approvisionnement, rejets, etc.), le système d'épuration prévu pour les eaux sanitaires et de chantier, le lieu de rejet et le type de contrôle prévu ;
- ✓ un plan de gestion globale pour l'exploitation et la remise en état des zones d'emprunt et des carrières (actions contre l'érosion, réaménagement prévu) puis des zones de stockage ;
- ✓ un plan d'hygiène, de santé (prenant en compte les IST et le VIH/SIDA) et de sécurité du chantier ;
- ✓ un plan d'évacuation du chantier et de la base-vie ;
- ✓ un plan d'assurance qualité environnementale et sociale de leur chantier.

7. Ces documents seront retournés à l'entrepreneur avec l'approbation de la MDC ou avec toutes observations utiles dans un délai de 20 jours à compter de leur réception, sauf en cas de convocation de l'entrepreneur pour discussion, convocation à lui notifier dans les quinze jours. En outre, l'installation de la base-vie et du parking de l'entrepreneur :

- ✓ portera sur les zones dégagées de végétations. Les engins seront disposés en alignement dans l'aire déjà décapée pour les travaux ;
- ✓ évitera les zones humides qui renferment généralement une diversité biologique appréciable ;
- ✓ se fera au moins à 200 m des points d'eau de surface, afin de parer à la pollution de ces derniers ;
- ✓ sera située à une distance d'au moins 30 m d'une route afin d'éviter les risques d'accidents ;
- ✓ sera située à une distance d'au moins 200 m des habitations afin d'éviter les nuisances sonores, les odeurs d'hydrocarbures et les accidents avec les populations locales,
- ✓ sera pourvue d'installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre des ouvriers ;
- ✓ sera surveillée permanemment afin d'éviter son accès aux personnes étrangères à l'entreprise.

8. Les aires de stockage et de manipulation de produits dangereux, toxiques, inflammables ou polluants seront aménagées afin d'assurer une protection efficace du sol et du sous-sol.

9. L'entrepreneur devra obtenir de l'administration locale concernée, les autorisations pour son installation de chantier et respectera particulièrement les exigences en matière d'hygiène, de sécurité et de maîtrise des nuisances.

3.3. Règlement intérieur

10. Un règlement interne au niveau du chantier mentionnera spécifiquement :

- ✓ le rappel sommaire des bonnes pratiques et comportements sur le chantier (ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire sur le chantier en matière de protection de l'environnement, les règles d'hygiène et de gestion des déchets, les mesures de sécurité et de protection, les dispositions en cas d'urgence, etc.) ;
- ✓ les règles de sécurité (vitesse des véhicules limitée à 80 Km/h en rase campagne et 20 à 40 Km/h en agglomération) ;
- ✓ l'interdiction de la consommation d'alcool pendant les heures de travail ;
- ✓ le respect des us et coutumes des populations locales et des relations humaines d'une manière générale ;
- ✓ les horaires de la journée de travail respectant les lois et règlements nationaux en vigueur à la date d'exécution des prestations ;
- ✓ les risques de contamination par les IST et du SIDA ;
- ✓ le calendrier des jours fériés.

11. Des séances d'information et de sensibilisation sont à tenir régulièrement et le règlement est à afficher visiblement dans les diverses installations.

3.4. Journal des travaux

12. L'entreprise devra tenir un journal des travaux qui reprendra tous les relevés des défaillances ou accidents ayant donné lieu à une incidence significative sur l'environnement ou avec la population et les mesures correctives précises apportées.

3.5. Équipements

13. Les aires de bureaux et de logement seront pourvues d'installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre des ouvriers. Des réservoirs d'eau seront installés en quantité et qualité suffisantes et adéquates aux besoins.

14. Les aires de cuisine et de réfectoires seront pourvues d'un dallage en béton lissé, désinfectées et nettoyées journalièrement. Un réservoir d'eau potable sera installé et le volume correspondra aux besoins. Des lavabos feront partie de ces installations. Un drainage adéquat protégera les installations.

3.6. Repli de chantier

15. À la fin des travaux, l'entrepreneur réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. Il repliera tout son matériel, engins et matériaux. Il n'abandonnera aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs. S'il est dans l'intérêt du Maître d'Ouvrage ou d'une collectivité de récupérer les installations fixes, pour une utilisation future, l'Administration demandera à l'entrepreneur de lui céder sans dédommagement les installations sujettes à démolition lors du repli.

16. Après le repli du matériel, un procès verbal (PV) constatant la remise en état du site sera dressé et joint au PV de la réception des travaux.

4. DISPOSITIONS RELATIVES À LA GESTION DES DÉCHETS

17. Des réceptacles pour recevoir les déchets sont à installer à proximité des divers lieux d'activités. Ces réceptacles sont à vider périodiquement et les déchets à déposer dans un dépotoir (fosse). Cette fosse doit être située au moins à 50 m des installations et en cas de présence de cours d'eau ou de plan d'eau, au moins à 100 m de ces derniers. La fosse doit être recouverte et protégée adéquatement par un drainage. Les déchets toxiques sont à récupérer séparément et à traiter à part. À la fin des travaux, la fosse est à combler avec de la terre jusqu'au niveau du sol naturel.

18. Les aires d'entretien et de lavage des engins, seront bétonnées et pourvues d'un puisard de récupération des huiles et des graisses. Cette aire d'entretien aura une pente vers le puisard et vers l'intérieur de la plate-forme afin d'éviter l'écoulement des produits polluants vers les sols et les eaux de surface non protégés.

19. Les huiles usées sont à stocker dans des fûts à entreposer dans un lieu sécurisé en attendant sa récupération pour autres utilisations. Les huiles de vidange peuvent par exemple être utilisées pour protéger les bois de construction des ouvrages (platelages) ou les charpentes des bâtiments contre les termites et les mites.

20. Les filtres à huile et batteries usées sont à stocker dans des contenants étanches et à diriger vers un centre de recyclage.

21. L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes dispositions pour éviter qu'aux abords du chantier, la chaussée environnante soit souillée par la boue, les matériaux et autres déchets provenant des travaux.

5. DISPOSITIONS RELATIVES AU PERSONNEL DE CHANTIER

22. En dehors de son personnel cadre technique, l'entrepreneur est tenu d'engager le plus de main d'œuvre possible dans la zone où les travaux sont réalisés. À défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il est autorisé d'engager la main d'œuvre à l'extérieur de la zone de travail.

23. L'entrepreneur munira ses ouvriers des équipements de sécurité nécessaires et adéquats à leurs postes de travail. En plus des combinaisons, il faut notamment pour les postes de travail de :

- ✓ Zones d'emprunt et carrières, station de concassage ou d'enrobage : des masques à poussière, des casques antibruit et des chaussures de sécurité ;
- ✓ Terrassement, chambres d'emprunts : des masques à poussière et des bottes ;
- ✓ Ferrailage et soudure : des gants, des lunettes et des bottes ;
- ✓ Maçonnerie et coffrage : des gants et des chaussures de sécurité.

6. DISPOSITIONS RELATIVES À LA SENSIBILISATION DU PERSONNEL DU CHANTIER SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU PROJET, LES RISQUES D'ACCIDENTS, LES RISQUES DE CONTAMINATIONS ÉVENTUELS PAR LES IST, LE VIH/SIDA ET LES RISQUES DE GROSSESSES NON DÉSIRÉES

24. L'entreprise adjudicataire des travaux est tenue, avant le démarrage des travaux, de mener une campagne de sensibilisation de son personnel de chantier et les populations riveraines, entre autres sur :

- ✓ la protection de l'environnement ;
- ✓ le respect des us et coutumes de la localité où séjourne son personnel de chantier ;
- ✓ les risques de contamination par les IST et le VIH/SIDA,
- ✓ les grossesses non désirées ;
- ✓ l'hygiène alimentaire et corporelle.

25. Afin de minimiser les risques d'accidents, seront interdits :

- ✓ les travaux de nuit dans la mesure du possible, au cas contraire prendre toutes les dispositions sécuritaires qui s'imposent ;
- ✓ la circulation des engins lourds (camions, bulldozers, etc.) durant la nuit dans les agglomérations ;
- ✓ l'utilisation de produits chimiques toxiques.

7. DISPOSITIONS RELATIVES À L'OUVERTURE ET L'EXPLOITATION DE ZONES D'EMPRUNT, DE CARRIÈRES ET AUX PRÉLÈVEMENTS DES EAUX POUR LES TRAVAUX

7.1. Réglementations

26. L'ouverture et l'exploitation des emprunts, des carrières et des eaux pour les travaux sont généralement réglementées par des lois en vigueur. L'Entrepreneur demandera les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur et prendra à sa charge tous les frais y afférents, y compris les taxes d'exploitation et les frais de dédommagements éventuels (destruction de propriété privée, de terre agricole). Il procédera à l'arrosage régulier des pistes d'accès pour réduire l'envol des poussières si elles traversent des zones habitées.

7.2. Exploitation des emprunts et carrières

27. L'entrepreneur veillera pendant l'exécution des travaux :

- ✓ au prélèvement de la terre végétale sur une épaisseur de 30 cm et mise en réserve pour une éventuelle remise en état du site ;
- ✓ à ne réaliser aucun emprunt à l'intérieur d'une zone de forte densité végétale ou ayant une importance, agropastorale, écologique, touristique, paysagère, culturelle, coutumière, religieuse, ou reconnue d'utilité publique notamment les aires protégées notamment le Parc National de Cantanhez et l'aire protégée transfrontalière Guinée/Guinée Bissau des Rios Gorubal Kongon Nunez et tout autre aire protégée ;
- ✓ à ne pas réaliser des emprunts à proximité de zones habitées et partout où les excavations pourront constituer un danger pour les populations et les animaux sauvages comme domestiques ;
- ✓ à ne pas réaliser des emprunts à proximité d'un cours d'eau (pas à moins de 200 m) ;
- ✓ à la préservation des arbres lors du gerbage des matériaux ;
- ✓ aux travaux de drainage nécessaire pour protéger les matériaux mis en dépôt et garder l'écoulement normal des eaux ;
- ✓ à la conservation des plantations délimitant la carrière.

28. À la fin des travaux, l'entreprise exécutera les aménagements nécessaires à la remise en état du site. Ces aménagements comprennent :

- ✓ le régalage des matériaux de découverte et ensuite le régalage des terres végétales afin de faciliter la percolation de l'eau et la reprise de la végétation ;
- ✓ le rétablissement des écoulements naturels antérieurs ;
- ✓ la plantation de quelques pieds d'arbres et leur entretien.

29. Les zones d'emprunt pourraient être également valorisées (en les conservant sous forme de petites retenues d'eau pour l'abreuvement des animaux). Dans cette situation, il faut s'assurer que cette option rencontre l'adhésion des populations concernées et veiller à ce que l'emprunt soit éloigné des habitations pour minimiser les nuisances (odeurs, moustiques, maladies hydriques...).

30. Après la remise en état conformément aux prescriptions, un procès-verbal sera dressé.

7.3. Prélèvement de l'eau pour les travaux

31. Les dispositions suivantes sont préconisées :

- ✓ afin de prévenir les conflits dans l'usage de l'eau, les points d'eau à utilisations multiples (consommation des hommes, des animaux domestiques et la faune, usages socio-économiques, etc.) feront avant les travaux, l'objet de concertation entre les différents utilisateurs et l'entreprise, afin de choisir les périodes propices aux prélèvements pour les travaux ;
- ✓ les motopompes affectées aux prélèvements d'eau pour les travaux, seront en bon état de fonctionnement afin d'éviter les fuites de gas-oil et d'huile qui pourraient polluer l'eau ;
- ✓ les motopompes seront à une distance d'au moins 30 m du lieu de prélèvement et seront disposées dans une plate forme (ou protégés par des merlons) permettant de contenir les écoulements d'hydrocarbures (accidentels ou non) et toutes les sources de pollution de l'eau seront enrayées ;
- ✓ tous déversements ou rejets d'eaux usées, d'hydrocarbures et de polluants de toute nature dans les eaux de surface, les puits et sur le sol seront strictement interdits.

7.4. Chargement et transport des matériaux d'apport

32. Lors des chargements et des transports de matériaux, l'entrepreneur :

- ✓ prendra les mesures nécessaires pour limiter la vitesse des véhicules transportant le matériau ;
- ✓ prendra les mesures nécessaires pour la signalisation des zones d'emprunt proches de routes et des sorties de véhicules et engins de chantier ;
- ✓ prendra les mesures nécessaires pour la régulation de la circulation aux croisements de routes par des porteurs de drapeau ;
- ✓ chargera les camions de manière à éviter les pertes de matériaux au cours du transport ;
- ✓ arrosera régulièrement les voies de circulation dans les zones habitées ;
- ✓ prévoira les déviations par les pistes et routes existantes dans la mesure du possible.

7.5. Ouverture des pistes de servitudes diverses

33. Le choix des tracés des pistes d'accès aux emprunts de matériaux, aux carrières et aux stations de prélèvement de l'eau pour les travaux, se fera en évitant soigneusement les zones de diversité biologique (zones humides, aires protégées), de terres agricoles, les cimetières, les sites culturels et cultuels (lieux de sacrifice, de prière...).

8. DISPOSITIONS RELATIVES À LA SIGNALISATION DES TRAVAUX

34. Avant de commencer le chantier, l'entrepreneur procédera à la délimitation de la zone des travaux par des panneaux de signalisation, des barrières, des cônes, de rubans fluorescents, etc. Les panneaux seront placés dans l'ordre suivant :

- ✓ les panneaux « ATTENTION TRAVAUX » seront placés à 150 m avant le début du chantier ;
- ✓ les panneaux « LIMITATION DE VITESSE » seront placés successivement à 300 m et à 150 m avant le début du chantier ;
- ✓ les panneaux « RÉTRÉCISSEMENT » seront placés à 100 m avant le début d'un atelier ;
- ✓ les cônes seront placés en biseau à l'approche d'un atelier avec des intervalles maximum de 10 m le long de la ligne médiane de la route jouxtant l'atelier ;
- ✓ les panneaux « FIN DE LIMITATION DE VITESSE » seront placés 50 m après la fin du chantier.

35. Lorsque les travaux s'exécutent sur toute la largeur d'une chaussée, la circulation sera réglée par des contrôleurs de circulation qui manipulent des panneaux réversibles « STOP/CIRCULER » ou des drapeaux rouges pour arrêt et verts pour circuler.

36. Le contrôleur qui se trouve le plus près de la circulation venant en sens inverse décidera à quel moment arrêter les voitures et laisser le passage à la circulation dans l'autre sens. La circulation sera arrêtée dans les deux sens pendant l'entrée, la sortie ou les manœuvres des engins et véhicules de chantier.

9. DISPOSITIONS RELATIVES À LA CONSTRUCTION D'OUVRAGES HYDRAULIQUES

9.1. Travaux de béton

37. Les dispositions suivantes sont préconisées :

- ✓ la centrale à béton sera disposée dans un endroit où le milieu naturel sera le moins perturbé que possible et qui ne pose pas de nuisances (bruits, odeurs) aux populations ;
- ✓ le lavage des matériaux (quartz, granite concassé, gravier, sable) se fera loin de cours d'eau de manière à éviter sa pollution (recueillir l'eau de lavage dans un puisard) ;
- ✓ les matériaux seront systématiquement arrosés pour éviter les poussières ;
- ✓ le site de fabrication respectera les mesures d'hygiène, reconnues par la loi en Guinée Bissau.

9.2. Lutte contre l'ensablement

38. L'entreprise interviendra préventivement avant la saison des pluies et dégagera tous les produits végétaux et solides sur le site. Les déchets seront déposés à l'extérieur des emprises des sites des travaux à des endroits adéquats ne nécessitant pas de débroussaillage et n'entravant pas l'écoulement des eaux. Il sera procédé à la prise de mesures pour éviter le charriage de matériaux (agrégats de béton, ferraille, bois, etc.) par les eaux. Les dépôts sont à régaler sur une épaisseur réduite afin d'éviter la formation des dunes.

9.3. Lutte contre l'érosion

39. L'entrepreneur exécutera les travaux prescrits pour lutter contre l'érosion suivant les indications du contrôleur. Les déblais des travaux de terrassements sont à régaler dans des zones n'entravant pas l'écoulement normal des eaux en aval des ouvrages réalisés. L'entreposage des matériaux et de l'équipement nécessaires aux travaux se fera dans les zones ne nécessitant pas de débroussaillage. Il sera procédé à la pose d'enrochement ou gabions dans les zones à fort écoulement. Les travaux seront exécutés avant la saison des pluies.

10. CHOIX DES ZONES DE DÉPÔT DE TOUT-VENANT ET DES SÉDIMENTS DES FONDS DE FOUILLE DES SITES DES OUVRAGES

40. Les dispositions suivantes sont préconisées :

- ✓ l'entreprise évitera pour ce faire, les zones humides. Le choix se portera sur les zones dégagées de toutes végétations (notamment les clairières) ;
- ✓ les dépôts ou déblais seront également fixés à plus de 100 m d'un cours d'eau ;
- ✓ les dépôts seront contenus par des merlons pour empêcher leur transport par les eaux de ruissellement. Les sédiments issus de fouilles seront également contenus par des merlons pour empêcher leur charriage par les eaux de ruissellement. Après les travaux, ils seront enfouis dans le sous sol ;
- ✓ aucun dépôt ne sera créé à l'intérieur d'une zone de forte densité végétale ou ayant une importance agricole, pastorale, coutumière, religieuse, ou reconnue d'utilité publique ;
- ✓ à la fin des travaux, ces zones de dépôt seront remises en état. Le tout venant ainsi mis en tas, sera étalé afin que le sol retrouve son profil initial ;
- ✓ cette terre pourrait être également utilisée dans la remise en état des zones d'emprunt et dans les travaux de plantation (si la terre présente de bonnes qualités pédologiques) ;
- ✓ enfin, il sera procédé à la mise en place une signalisation adéquate des sites de dépôts.

11. DISPOSITIONS RELATIVES AUX NUISANCES SONORES

41. L'attention de l'entrepreneur est spécialement attirée sur l'obligation de limiter les bruits de chantier susceptibles d'importuner les riverains, surtout à proximité des établissements scolaires et sanitaires. Toutes les opérations, sources de bruits, avant d'être entamées, feront l'objet d'un accord de la Mission de Contrôle. Cet accord ne sera donné qu'après recherche de toutes les conditions capables de réduire au minimum la gêne pour les riverains (engins insonorisés si possible, durée d'emploi limitée, etc.).

12. DISPOSITIONS RELATIVES AU DÉBROUSSAILLAGE ET L'ÉLAGAGE

12.1. Élagage

42. Toutes les branches surplombant la plate-forme et diminuant la visibilité ou menaçant de tomber sur le tronçon de route du projet, sont à couper suivant la verticale passant par la limite du débroussaillage. Les arbres situés dans l'emprise du tronçon de route et des zones d'emprunt et carrières seront préalablement marqués à la peinture avant abattage. Cette façon de faire, permettra de prévenir les abattages abusifs au-delà de l'emprise définie.

43. Les arbres abattus doivent toujours être découpés en morceaux d'un (01) mètre de longueur et mis en dépôt à un endroit indiqué par la Mission de Contrôle pour l'usage des populations riveraines par l'intermédiaire de l'IBAP et de la DGFF.

12.2. Débroussaillage

44. Le débroussaillage des talus consiste à couper au ras du sol, sans déraciner, la végétation. Toute végétation à l'entrée et à la sortie des ouvrages hydrauliques sera coupée. Les arbres et arbustes seront déracinés de manière à faciliter l'écoulement de l'eau et à permettre les inspections régulières des ouvrages, sauf s'ils servent à stabiliser un talus de remblais et ne menacent pas les fondations des ouvrages.

45. Les déchets seront dégagés des parties défrichées et mises en dépôt à un endroit agréé par la Mission de Contrôle.

12.3. Brûlis des déchets

46. Il est strictement interdit de brûler sur place les déchets végétaux coupés pour éviter les risques de propagation des feux. Dans tous les cas, les brûlis s'effectueront après accord de la Mission de Contrôle auxquels cas, l'entrepreneur fera de petits tas à intervalles d'environ 5 m dans les fossés, en veillant à ce que les résidus du brûlis ne forment pas un obstacle à l'écoulement des eaux.

47. En cas de brûlis, l'entrepreneur prendra des précautions supplémentaires en augmentant par exemple la largeur des ceintures de sécurité autour des déchets à brûler.

12.4. Utilisation d'herbicides

48. L'Entrepreneur est entièrement et civilement responsable des accidents qui résulteraient de l'emploi des produits herbicides quels qu'ils soient ainsi que des engins de pulvérisation et d'épandage. Par ailleurs, toute utilisation éventuelle de produits herbicides sera soumise à l'agrément de la Mission de Contrôle.

13. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPLACEMENTS DES ENGIN, VÉHICULES ET STATIONNEMENT

49. Tous déplacements et toutes manipulations d'engins véhicules et charges hors emprise du chantier seront soumis aux règlements et codes en vigueur. Aucune notion de priorité n'est jamais induite par la nature du projet ou la qualité de l'entrepreneur. Les déplacements d'engins et véhicules bruyants ou de convois exceptionnels seront programmés en dehors des heures d'affluence, accompagnés des mesures légales de rigueur. Leur propreté à la sortie du chantier ou de leur base d'origine fera l'objet d'une vérification systématique en vue de limiter l'apport de matériaux et les nuisances.

50. Pour des raisons de sécurité et d'encombrement, les engins de chantier et de travaux publics ne pourront stationner sur des routes et pistes et seront parqués à chaque interruption des travaux sur les aires prédéfinies et organisées. Les stationnements d'engins en dehors des zones prédéfinies ayant eu l'accord du Maître d'Ouvrage et de la MDC sont formellement interdits.

14. DISPOSITIONS RELATIVES AUX TRAVAUX DE TERRASSEMENT

51. Lors des travaux de terrassement,

- ✓ les servitudes des engins de terrassement se limiteront strictement aux espaces prévus à cet effet. Il sera utilisé autant que faire se peut, les emprises des routes et pistes déjà existantes afin d'éviter d'entamer des espaces supplémentaires ;
- ✓ la consigne d'arrosage des zones de terrassement est de rigueur. L'emprise des terrassements sera arrosée autant que la Mission de Contrôle l'exigera.

15. DISPOSITIONS RELATIVES AUX DÉPÔTS DE CARBURANT, LUBRIFIANTS ET D'HYDROCARBURES

52. Pour des mesures de sécurité,

- ✓ ces dépôts seront placés à plus de 200 m des cours d'eau, dans le cas échéant, des précautions seront prises pour l'imperméabilisation du site et le confinement des installations dans un merlon empêchant l'écoulement des produits vers les eaux de surface ;
- ✓ disposer sur le chantier de produits absorbants à utiliser en cas de déversements d'hydrocarbure ;
- ✓ mettre en place des mesures sécuritaires importantes (signalisation, extincteurs, sable, etc.).

16. DISPOSITIONS RELATIVES À LA DÉMOLITION DE BIENS PRIVÉS ET REBOISEMENTS DE FORÊTS

16.1. Démolition de biens privés

53. L'entrepreneur, avec l'appui de la Maîtrise d'Ouvrage, la MDC et des représentants des Autorités locales et Coutumières concernées par le projet, informera et sensibilisera les populations affectées avant toute activité de destruction (infrastructures, plantations d'arbres, etc.) ce, dans le but de définir et d'arrêter les modalités d'indemnisation de concert avec les PAP.

16.2. Reboisements de forêts

54. En vue de compenser la végétation détruite, les arbres abattus et d'améliorer le contexte végétal de la zone du projet, il sera procédé à la réalisation de reboisements de forêts. Ainsi, 50 ha de forêts seront réalisés avec des espèces adaptées à la zone. La période de plantation préconisée est la saison des pluies. L'activité de reboisement prend en compte le Plan de reboisement, l'acquisition, le transport, la mise en terre des plants et l'entretien sur deux (02) ans.

55. La réalisation de cette activité sera confiée aux populations locales sur la supervision de la DGFF, l'IBAP et de l'AAAC. La durée de l'entretien de ces reboisements est de deux (02) ans.

17. NOTIFICATION

56. Toute infraction aux prescriptions dûment notifiée à l'entreprise par l'expert environnementaliste de la Mission de Contrôle devra être redressée. Les réparations découlant du non respect des clauses environnementales et sociales seront à la charge de l'entrepreneur.

18. RÉCEPTION PARTIELLE - RÉCEPTION DÉFINITIVE DES TRAVAUX

57. L'exécution de chaque mesure environnementale et sociale fera l'objet d'une réception partielle. Les obligations de l'entreprise courront jusqu'à la réception définitive des travaux qui ne sera acquise qu'après complète exécution des travaux d'amélioration de l'environnement prévus dans le contrat. Un Procès-verbal de réception provisoire ou définitive des travaux sera ainsi établi.